



Changements climatiques

1300 personnes mobilisées, 1,968 milliard de Fcfa investis, 1500 foyers améliorés distribués, 150 hectares de terre mis en valeur, 450 000 plants sur 3000 hectares de forêt reboisés...



A hot line & 8567 For all your Worries and grievances



- your activities;
- → If you notice any shortcomings in the implementation of your micro-projects;
- → If you wish to be informed about our missions and achievements.

CNC, Pont Dragages, Entrée UNESCO & PNUD

P.O. BOX: 660 Yaounde-Cameroon • Tel. +237 222 213 664 • Fax: +237 222 213 663 Email: pndp@pndp.org • Website : www.pndp.org











S.E. Paul BIYA Président de la République du Cameroun



Joseph Dion Ngute Premier Ministre, Chef du Gouvernement



Alamine Ousmane Meu Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT)



Paul Tasong Ministre Délégué auprès du MINEPAT chargé de la Planification



Jean Tchoffo Secrétaire Général du MINEPAT

SOMMAIRE



L'Union européenne débloque 13 milliards en faveur des communes

PDRI-CL CFA F 21.3 billion earmarked for phase II les déplacés nigérians et



Dotation

centrafricains

Guichet performance 2018 84 millions de dollars pour Les meilleures communes récompensées











EDITORIAL

- **06** Menaces climatiques : les parades du PNDP
- **07** Climate threats: the Program's contribution

PARTENAIRES EN BREF

- 08 L'Union européenne débloque 13 milliards en faveur des communes
- 08 Hydroélectricité : des nouvelles qui rassurent

ESPACE MINEPAT

09 PDRI-CL: CFA F 21.3 billion earmarked for phase II

ACTUALITÉS

10 Dotation : 84 millions de dollars pour les déplacés nigérians et centrafricains

FOCUS

11 Guichet performance 2018: les meilleures communes récompensées

DOSSIER

- 12 Composante Redd+: ces chiffres qui parlent
- 14 Lagdo: un vent climatique nouveau pointe à l'horizon
- 16 Pierre Gesata: l'exemple qui vient d'en haut
- 18 Pitoa: 1,250 villagers drilled on manufacturing techniques

20 Adama Bouba: au commencement..

- 22 Bangangté-Bana-Bangou : la réserve forestière de Bapouh-Bana revit
- 23 Réserve forestière de Bapouh-Bana: des populations éclairées et outillées
- 24 Georges Dupleix Houko: une vie dans les pépinières
- 26 Tiko-Limbe III: mangrove forest, high need for conservation
- 27 Ako Tataw Ebotu : the improved stove regulator of Ngombe I
- 28 Esoh Felix Epane : renowned eco-tourist guide 30 Yoko: sept vies au village
- 32 Dieudonné Annir: au nom du
- 34-35 L'avis de l'expert : Georges Nkami « Les résultats sont fortement encouragents en termes d'adaptation et d'atténuation et sont au-dessus des attentes du départ ».

PNDP EN CHIFFRES

peuple

36-37 2018 affiche son bilan

NOUVELLES DES RÉGIONS

- 38 North West: Council staffs updated
- 39 North West: PNDP introduce Sim_ba accounting software

- 40 South West: Sim_ba software ends manual accounting
- **41** Batié : un pont mixte voit le jour
- 41 Fontsa-Toulah : de l'eau potable et des soins de qualité
- 42 Electricité TIC : Dembo est connecté
- 42 Energie électrique : les plans B du PNDP font florès
- 43 Ngaoundal : de l'eau potable pour 43 Adamaoua: une charte pour la
- gestion des ressources **44** Microprojets : couvrir les besoins
- des populations 44 Gestion des ouvrages : une maintenance personnalisée pour
- 45 Lindoï: un magasin de stockage des vivres construit

les communes

- **45** PIA-Budget programme-PCD : les acteurs du développement local à l'école de la planification budgétaire
- 46 Guichet performance du PNDP: les lauréats présentent leur récompense au gouverneur
- 46 Chantier routier Maroua-Dabanga-Mora-Kousseri : les mairies doivent capitaliser les retombées

Directeur de la Publication Marie Madeleine Nga

Rédacteur-en-chef

Jacques Messi mbala@pndp.org

Comité éditorial Alphonse Boyogueno, Georges Nkami, Isaac Ekeme, Emmanuel Elimbi, Charles Boube, Frédéric Bandon, Peter Elangwe

Equipe de rédaction

Sylvestre Chegue, Paul Charlot Elomo, Rachel Njoya, Augustin Corin Bitchik, Ludovic Amara, Yvette Bikélé Mbassi, Donald Assembe, Charles Joël Tsiri, Angèle Bepédé, Michele Arielle Egbe

Adamaoua Nana Maadjou, Bernard Oumarou Sali, Esaï Meidogo

Centre Rostand Embolo, Willy

Azebaze, Marthe Boutiom, Lorrain Guimdo

Shakur

Claudine Ashetkuemun, Elysée Olinga Ateba, Gustave

Extrême-Nord

Antoine Degem, Delor Mbang Atangane, Joël Maman

Littoral

Bruno Daniel Nkandjo, Babouma Ngo Baya Sophie,

Nord Ousmaïla Mohamadou, Casimir Tekela, Eric Elouga

Nord-Ouest

René Bertrand Nguoko, Pascal Kolo, Glory Ngum Tekum, Geraldine Shu Manka

Ouest

Boniface Megouo, Dupleix Sakam, Eric Vincent Fomo

Sud

Florent Hugues Bessala, Elisabeth Nzuno

Sud-Ouest

Atenchong David Nkem, Alexandre Atangana

Secrétaire de rédaction Angèle Bepédé

Traduction Aaron Epale

Maquette & Mise en page Lordric Kako

Impression

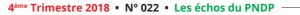
Tirage 5000 exemplaires

Abonnements lesechos@pndp.org

Cellule Nationale de Coordination

BP 660 Yaoundé-Cameroun Email: pndp@pndp.org Site web: www.pndp.org Tél.: +237 222 213 664 Fax: +237 222 213 663





EDITORIAL

Menaces climatiques: les parades du PNDP

Par Marie Madeleine Nga

e cliquetis des aiguilles de l'horloge environnementale mondiale ne cesse de résonner dans tous les pays du monde, comme un rappel constant de l'urgence et de la nécessité de prendre des mesures fermes pour éviter d'aller droit dans le mur: celui de la catastrophe climatique du fait d'une augmentation de la température au-delà de 2°C. Selon les dernières estimations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), dans son rapport 2014, les forêts sont responsables d'environ 20% des émissions de gaz à effet de serre. Etant le second grand écosystème forestier tropical après l'Amazonie, le bassin du Congo joue un rôle important dans le système climatique mondial. Au Cameroun, dont le potentiel forestier est important, le gouvernement s'est engagé depuis près de 10 ans, dans la Réduction des Emissions dues à la déforestation et la dégradation des forêts (Redd+). C'est un instrument technique et financier mis en place par la Communauté Internationale, pour aider à catalyser et à récompenser les pays qui opèrent des changements dans la manière dont les forêts sont gérées au niveau national et juridictionnel. Dans cette perspective, un cadre institutionnel a été développé et placé sous la responsabilité d'un Comité de Pilotage pluridisciplinaire et multisectoriel.

C'est dans ce contexte que le gouvernement du Cameroun, à travers le programme National de Développement Participatif (PNDP) a bénéficié auprès de l'Agence Française de Développement (AFD), d'une enveloppe de trois millions d'Euros (soit environ 1,968 milliard de FCFA), dans le cadre du deuxième Contrat de Désendettement et de Développement (C2D). Grâce à cet appui, il met en œuvre à titre pilote, une composante Redd+, au profit des collectivités territoriales décentralisées, en vue d'enrayer ou de limiter les dynamiques de déforestation et de dégradation des forêts, d'une part, et d'impulser le développement local, d'autre part. Au regard du caractère pilote de l'opération, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé en 2014 en vue de la sélection des communes bénéficiaires. Elle était précédée d'une campagne de sensibilisation et de formation de près de 328 communes, sur la problématique Redd+ et les critères de choix des bénéficiaires au Cameroun. Au bout de cet appel qui a enregistré 90 dossiers de candidatures, 10 communes ou groupements de communes, soit deux par zone agroécologique ont été retenus comme bénéficiaires de l'opération. Conformément à la procédure nationale

en la matière, tous ces bénéficiaires ont été accompagnés dans l'élaboration de leur Notes d'idées de Projet (NIP). Six des 10 NIP ont fait l'objet d'études de faisabilité, ainsi que des Documents Descriptifs de projet (DDP) donnant lieu à la mise en œuvre effective des activités dans cinq communes ou groupement de communes, à hauteur de 850 000 000 FCFA. Le démarrage des activités est éminent sur le site du sixième bénéficiaire, pour environ 125 millions FCFA, à la faveur du financement du PFSE-C2D.

Rendu à la fin de la première année de mise en œuvre des cinq projets pilotes Redd+ qui ont un potentiel de réduction des émissions cumulé de 12,6 millions de tonnes de CO² équivalent (12,6 MtCO²éq), les résultats obtenus sont encourageants et méritent d'être constamment soutenus pour tenir le pari. Au-delà des effets préliminaires sur les conditions socio-économiques des communautés à la base, il est aujourd'hui observé un enthousiasme et une dynamique dans les communes bénéficiaires Lagdo, Pitoa, Yoko, Tiko-Limbé III, Bangangté-Bana-Bangou, se traduisant entre autres, par la mise en place d'un cadre opérationnel et d'une stratégie de pérennisation des premiers acquis.

En plus de la contribution à la production des outils d'aménagement du territoire tels que les plans d'aménagement, le plan d'utilisation et de gestion des terres. Il en est de même pour la définition de la stratégie nationale avec le Redd+ du Cameroun. Cette opération aura également permis de « renforcer les puits et les réservoirs de gaz à effet de serre ». La mise en œuvre de ce projet nous autorise à affirmer avec le GIEC que « nous avons les moyens de limiter les changements climatiques et de bâtir un avenir plus prospère et durable». Pour cela, les communes constituent un acteur très pertinent à placer au cœur de la démarche, moyennant un accompagnement technique constant pour contribuer aux résultats dont l'ampleur est fonction des mesures prises et donc des moyens conséquents mis à

En tout cas, le PNDP est prêt à continuer la bataille, tant pour les projets pilotes qui nécessitent encore beaucoup de moyens financiers, que pour la majorité des communes dont l'engagement progressif et constant permettra d'accroître les mesures d'atténuation. Et vous ?

Bonne lecture. ■



... Les
résultats
obtenus sont
les prémices
d'une
dynamique
qui mérite
d'être
constamment
soutenue
pour tenir le
pari...



Climate threats: the Program's contribution

By Marie Madeleine Nga

he ticking needles of the world's environmental clock do not cease to ring in all the countries of the world, as a constant reminder of the urgency and the necessity of adopting firm measures so as to avoid going straight into the wall : mainly focusing on global warming whose temperature has increased to 2°C. According to the last statistics of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) from the 2014 report, forests are responsible for about 20% of gas emissions absorptions through the greenhouse effect. Being the second largest dense tropical forest after the Amazon, the Congo basin plays a great role in the continental climate system. In Cameroon, where the forest potential is vital, the government got a hold of the problem through the elaboration within the pilot committee regrouping the administration in charge of environmental and forestry issues, for the national strategy of reducing emissions from deforestation and forest degradation (Redd+).

The echoes of the actions carried out by the Ministry of Environment, Nature Protection and Sustainable Development were noticed by the French Development Agency (AFD) who is constantly attentive to the Program's initiatives and works, experimental laboratory, proposed we should conduct the Redd+ pilot project in the different councils, with an aid of 3 million Euros (equivalent to 1,968 billion FCFA), issued from the funds of the mechanism of the Debt Reduction Development Contract (C2D). The councils constituting the basic decentralized unit, took into account the policies of deforestation and degradation of forests which have to be done for a, continuous sustainable anchorage. Following the formation and sensitization of close to 328 councils in Cameroon, a call for expressions of interest was announced and 90 application files were retained for the agro-ecological zone, 10 project idea notes (PIN) were created leading to proper feasibility studies followed by the Project description Documents (PDD) and the effective

implementation of the pilot operation for 5 councils or the grouping of councils with a total of 850,000,000 FCFA.

Coming to the end of the pilot phase, the results obtained are the beginning of a dynamic that merits constant support so as to hold the bet. Lagdo, Pitoa, Yoko, Tiko-Limbe and Bangangté-Bana-Bangou are proof that the Redd+ project has a concrete face, that of communities and councils ready to endorse war clothes against Global Warming. The five Redd+ pilot projects that were implemented have the potential of reducing accumulated emissions of 12,6 million tons of CO² equivalent to (12,6 MtCO²ég). A potential that can permit to contribute and attain the objective of Reducing Emissions (RE) of 33MtCO²ég from Cameroon by 2035.

Through the national strategy of the Redd+ project, the country is laying down the groundwork for the constitution of the green ring so as to make Cameroon a model. It is the Program's ambition, where the results, through the technical support brought to the local authorities allows the «reinforcement of sinks and reservoirs for greenhouse gases» in conformity to article 5 of the 2015 Paris Accord on climate change. The implementation of this project authorises us to affirm alongside IPCC that « we have the means to limit climate change and to build a more prosperous and long lasting future ». For that the communes have to be at the heart of the gait, through a constant technical support, because « for good results to be obtained, the equivalent support must be rendered available ».

The Program is ready to continue the battle, for the pilot projects that necessitate a lot of financial support as well as the majority of communes in which their progressive and constant engagement will increase mitigation measures. What about you?

Happy reading.



...Today, thanks to our efforts, we now have the means to limit climate change and to build a more prosperous and long lasting future...

6 — / Les échos du PNDP • N° 022 • 4ème Trimestre 2018 —

4ème Trimestre 2018 • N° 022 • Les échos du PNDP —

NOS PARTENAIRES EN BREF

L'Union européenne débloque 13 milliards en faveur des communes

Afin de faire des Collectivités Territoriales le socle du développement inclusif et durable, trois conventions de financement ont été signées en faveur du PRODESV le 13 novembre 2018.

e Programme de Développement Economique et Social des Villes secondaires exposées à des facteurs d'instabilité (PRODESV), est le nouveau dispositif pour lequel, l'Union européenne a débloqué plus de 13 milliards de FCFA. Trois conventions ont été signées, le 13 novembre 2018, pour rendre ce Programme exécutoire. Elles portaient sur trois points : d'abord, la signature de la convention de délégation entre l'Union européenne et la Banque allemande de développement (KFW). Puis, il y a eu la signature du contrat de financement entre le ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat) et la KFW. Enfin, est arrivée la signature de la convention séparée entre le Minepat, le FEICOM et la KFW.

En présidant la cérémonie de signature des trois conventions de financement du PRODESV, le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Alamine Ousmane Mey, a précisé que cette opération entrait en droite ligne de la politique de décentralisation prônée par le chef de l'Etat qui fait des collectivités



territoriales décentralisées le socle du développement inclusif et durable. Par la même occasion, l'ambassadeur, chef de délégation de l'Union européenne, Hans-Peter Schadek, a indiqué que l'appui au développement local est l'une des priorités du nouveau Consensus européen de développement adopté en 2017.

Le PRODESV qui s'inscrit dans le programme indicatif national du 11ème Fonds européen de développement en faveur du Cameroun, est mis en œuvre par le FEICOM avec l'appui de la KFW. Il va accompagner, jusqu'en 2024, le développement de 15 communes des régions de l'Adamaoua (Djihong, Meiganga et Ngaoui), de l'Est (Kentzou, Kette,

Bétaré-Oya et Garoua-Boulaï), de l'Extrême-Nord (Mogodé, Mozogo et Kai-Kai), du Nord (Baschéo, Madingring et Touboro) et du Sud (Campo et Mintom). Ces localités situées en zones frontalières avec le Nigéria, le Tchad, la République centrafricaine, la République du Congo et la Guinée Equatoriale, souffrent d'un certain nombre de difficultés liées notamment à la pression inhérente à l'accueil massif de réfugiés et déplacés internes.

Il sera précisément question de relever leurs capacités à faire face aux crises, à accueillir de nouveaux arrivants et à promouvoir le développement socio-économique communal inclusif dans le respect de l'environnement.

Hydroélectricité: des nouvelles qui rassurent

La Banque mondiale fait un apport de garantie d'une valeur de 108 milliards de Fcfa au Cameroun, afin de favoriser les investissements directs étrangers pour la construction du barrage de Nachtigal amont.

'une des conditions sine qua non à l'émergence du Cameroun est l'amélioration de son offre énergétique. C'est dans ce cadre que la Banque mondiale, à travers sa filiale l'Agence Multilatérale de Garantie (MIGA), a accordé un prêt de 108 milliards de Fcfa au Cameroun pour la construction du barrage de Nachtigal. Il faut dire que cet apport représente une garantie d'une durée de 15 ans. Il est destiné à favoriser les investissements directs étrangers/nationaux et à réduire les risques non-commerciaux (rupture de contrat).

La signature de cet accord pour l'Epargne et le Crédit (BICEC). en novembre 2018 entre le Situé sur le fleuve Sanaga au lieu-dit

gouvernement du Cameroun et sa vingtaine de partenaires a permis au pays de mobiliser une enveloppe de près 447,17 milliards Fcfa pour la construction de cette infrastructure, grâce à des partenaires techniques et financiers ayant pour chef de file sur la guinzaine de prêteurs, la Société Financière Internationale (SFI), filiale du groupe de la Banque mondiale. A ceux-ci s'ajoutent les banques locales que sont la Standard Chartered Bank (SC), la Société Générale de Banque du Cameroun (SGBC), la Société Camerounaise de Banque (SCB) et la Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC).

Nachtigal, et évalué à 786 milliards Fcfa, le projet hydroélectrique qui est mis en œuvre par la Nachtigal hydro Power Company (NPHC) comprend la construction d'un barrage, d'un canal usinier, d'une centrale hydroélectrique dotée de sept groupes de 60 Méga Watt (MW), et d'une ligne d'évacuation d'énergie jusqu'à Yaoundé. Ainsi, de par sa puissance de 420 MW, il va contribuer à améliorer l'offre énergétique du Cameroun de 30%, ce qui augmentera substantiellement le taux de couverture au niveau national avec un impact considérable sur le développement économique

PDRI-CL

FCFA 21.3 billion earmarked for phase II

The funds allocated to the project are to properly fight poverty in the Logone and Chari Division.



he second phase of the Integrated Rural Development Project for the Logone and Chari (IRDP-CL), funded by the Islamic Development Bank started following the satisfactory execution of the first phase (2010-2015) by both parties. The present phase which was launched on October 4th, 2018, is mainly aimed at improving the living conditions of the local populations through the scaling up of the production and processing systems concerning the agro-pastoral and fishing products within the said division.

As in the first phase, a special emphasis was laid on the development of the basic socioeconomic infrastructure such as the construction of a 1,450 Km road, the development of 450 ha of agricultural and pastoral areas, the training of the population on trades such as agriculture and rearing, the allocation of micro credits to women and youths groups with the aim of boosting the economy.

According to Alamine Ousmane Mey, « this second phase is intended to enable the IRDP-CL, update with time, the income-generating value chains, overcome the food insecurity-related problem, reduce poverty, thereby mostly creating the added value badly needed to step up the GDP ».

Furthermore, MINE-PAT also underscores that the said Project is expected to complete actions undertaken by the State within the Logone and Chari Division, especially the construction of the hydraulic and agricultural infrastructure of close to 20, 000 ha within the framework of the Triennial Plan, aimed at boosting growth, scaling up the hydraulic capacity of River El Beid,

... This second phase will permit at the end of the PDRI-CL to resolve the problem of food insecurity, reduce poverty...

carrying out rehabilitation works on the Mora-Dabanga-Kousseri road, thereby safeguarding the Lake Chad basin. It is worth noting that the IRDP-CL's Project is in line with the Growth and Employment Strategy Paper (GESP), and that its first phase has had a positive impact on the field.

Hence the commitment of the Cameroon Government towards this second phase. The latter will be implemented in a three-year period (2019-2021), through five (05) components for an overall package worth FCFA 21.3 billion, broken down as follows: FCFA 18.3 billion emanating from the IDB and FCFA 2.750 billion from the matching grant to be provided by the Cameroon Government.

W

Les échos du PND

4ème Trimestre 2018 • N° 022 • Les échos du PNDP —

ACTUALITÉS

Dotation

84 millions de dollars pour la gestion des réfugiés nigérians et centrafricains

Le 17 décembre 2018, le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire a signé à Yaoundé, quatre accords de financement en présence du coordonnateur du pôle de développement durable de la Banque mondiale, Issa Daw, représentant la directrice des opérations.



'un montant global de 84 millions de dollars US, soit environ 50,4 milliards de Fcfa, ces accords visent comme l'a indiqué Alamine Ousmane Mey, ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, à apporter un appui substantiel au Cameroun, victime de nombreux mouvements à ses frontières. Des mouvements occasionnés par les crises militaro-politiques survenues au Nigéria et en République centrafricaine, avec pour incidences directes, l'afflux d'un nombre considérable de réfugiés vers le Cameroun.

De manière spécifique, il s'agit, d'une part, du financement additionnel de la troisième phase du projet d'appui au Programme National de Développement Participatif (PNDP III) à hauteur de 48 millions de dollars, dont 40 millions sous forme de don et huit millions sous forme de prêt. Dans le cadre du PNDP III, les actions

à mener visent à soutenir le développement local grâce au financement de sous-projets d'infrastructures dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'eau et de l'assainissement. Il est également prévu la construction et la réhabilitation de marchés ruraux, des installations de stockage communautaires, de routes rurales et de petits périmètres irrigués. D'autre part, il s'agit du financement additionnel du projet de renforcement de la performance du système de santé à concurrence de 36 millions de dollars dont 30 millions sous forme de don et 6 millions sous forme de prêt. Des infrastructures

... Dans le cadre du PNDP III, les actions à mener visent à soutenir le développement local grâce au financement de sous-projets d'infrastructures dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'eau et de l'as-

sainissement.

sanitaires, entre autres, seront construites.

Les statistiques du Hautcommissariat des Nations Unies pour les réfugiés indiquent qu'au 31 octobre 2018, le Cameroun abritait près de 372 542 réfugiés, dont 369 217 en provenance du Nigéria et la République centrafricaine. La présence de ces réfugiés vivant pour la majorité dans des villages d'accueil, crée une forte tension sur les ressources disponibles, entraînant ainsi une détérioration des conditions d'existence des populations hôtes notamment celles des régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est.



La sélection s'est faite au terme d'un processus rigoureux, sous la houlette de David Abouem à Tchoyi, président du Comité national de sélection du Guichet performance. Il

était assisté dans cette tâche par une équipe plurielle, venant de de remise des lots aux lauréats du diverses administrations dont le FEICOM et le MINFI, pour ne citer que celles-là. La gestion budgétaire et comptable, la gouvernance et la transparence, que l'appropriation de l'approche participative du PNDP, sont les grands domaines sur lesquels étaient adossés les critères de sélection préalablement définis et partagés avec les communes. Il s'agit, entre autres, du dépôt régulier des états financiers de la commune dans les institutions habilitées (Trésor, Chambre des comptes), de la mise en œuvre des solutions endogènes dans les villages, en passant par la vérification des mécanismes d'entretien maintenance ouvrages, fonctionnement du Comité technique communal de suivi de

... Lors de cette édition aussi, la sélection s'est faite au terme d'un processus rigoureux, sous la houlette de **David Abouem** à Tchoyi, président du Comité national de sélection du Guichet performance.

la mise en œuvre du PCD et du BIP, la diffusion du budget communal et du compte administratif auprès des populations bénéficiaires.

La cérémonie était présidée par Alamine Ousmane Mey, MINEPAT, en présence de Georges Elanga Obam et Issa Tchiroma respectivement ministres de la Décentralisation et du Développement local et ministre de la Communication. Non sans oublier le gouverneur de la région du Centre, l'ambassadeur France, Gilles Thibault, la directrice des opérations de la Banque mondiale au Cameroun, Elisabeth Huybens, le président de la Chambre des comptes de la Cour suprême, Marc Ateba Ombala, le président national de l'association des Communes et villes unies du Cameroun, Emile

Andze Andze.



Alamine Ousmane Mey, ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) a présidé le 31 octobre 2018, au Hilton hôtel de Yaoundé, la cérémonie de remise des primes aux lauréats de la deuxième édition.



l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement durable (MINEPDED) ouvre, le 14 février 2014 au Hilton hôtel de Yaoundé, l'atelier national de lancement de la composante Redd+, beaucoup d'observateurs, même parmi les plus avertis sur les questions environnementales, se demandent comment le PNDP va concrètement mettre en œuvre un tel projet. A ce moment-là, les enjeux sur le climat, sont déjà énormes au plan mondial. Car, selon les experts, outre les énergies fossiles, les industries, les usines, les déchets, 20% des émissions globales, viennent de la déforestation et de la dégradation des forêts. Le processus baptisé Redd+ (Réduction des Emissions dues à la déforestation et la dégradation des forêts), la conservation, la gestion durable des forêts et l'augmentation des stocks de carbone, constituent une réponse développée par la Communauté internationale, y compris le Cameroun pour

aux efforts globaux de lutte contre changements climatiques. Avec l'appui financier de l'Agence Française de Développement/AFD à hauteur d'environ 1,968 milliard de FCFA, le Programme National de Développement participatif, met en œuvre le projet dans les cinq zones agro-écologiques du Cameroun, en ligne avec les options stratégiques fixées par le ministère en charge de l'Environnement.

Ce projet a démarré sur le terrain, à la faveur d'un appel à manifestation d'intérêt ayant permis de sélectionner 10 communes ou groupement de communes. Puis, a suivi l'élaboration de 10 Notes d'idées de Projet (NIP), et le développement de six études de faisabilité ; assorties des documents descriptifs de projet. Au final, la mise en œuvre de cinq projets a effectivement démarré depuis 2017, dans les cinq zones agroécologiques, pour un montant d'environ 850 millions de FCFA.

soudano sahélienne, les communes

orsque le ministre de maximiser la contribution des forêts de Lagdo et de Pitoa sont engagées dans le projet. A Lagdo, il est question de conserver le massif forestier de Ouro-Doukoudje et de contribuer au reboisement des berges ouest du fleuve de Lagdo (7800 ha), tandis qu'à Pitoa, il faut restaurer près de 8000 ha de couvert végétal dégradé prioritairement dans les espaces agro-sylvo-pastoraux. A Yoko (Centre) dans la ZAE de la forêt humide à pluviométrie bimodale, la conservation de la forêt communale d'une superficie de plus de 29 500 ha et l'élaboration, puis la mise en œuvre d'un plan d'utilisation et de gestion durable des terres (PUGDT) sont au cœur de l'opération. A l'Ouest, dans la ZAE des Hauts-plateaux, le groupement intercommunal de Bangangté-Bana-Bangou s'est fixé pour objectif de réduire la dégradation et la déforestation du massif forestier d'une superficie de 4800 ha. Pour le groupement Tiko-Limbe III (Sud-Ouest) dans la ZAE, forêt humide à pluviométrie monomodale, la protection de la mangrove est au centre de la mobilisation. Ceci passe

par la gestion intégrée des forêts redeviennent fertiles », comme côtières, de manière à concilier toutes les activités qui s'y déroulent.

Quatre ans après le lancement par le MINEPDED du projet Redd+, des milliers d'hectares de forêts ont été reboisés, avec des plants forestiers et fruitiers. Parallèlement, les semences ont été soit distribuées, soit produites dans des pépinières. Plus de 1000 personnes ont été formées aux bonnes techniques agricoles, à la fabrication de fumoirs et foyers améliorés, ainsi qu'à l'éco-tourisme, pour ne citer que ceux-là. En particulier, ces formations techniques et opérationnelles devront permettre, à terme, d'améliorer le taux d'adoption de bonnes pratiques, avec pour incidence la diminution de la coupe et d'usage abusifs du bois.

Par ailleurs, la restauration des terres, « à travers la promotion des bonnes pratiques agroforestières permet non seulement de stocker le carbone, mais aussi de résoudre les problèmes agricoles, car les terres

l'affirme le Pr Armathe Amougou, directeur de l'Observatoire national sur les changements climatiques au Cameroun (ONACC). Ce projet a aussi contribué à la valorisation des forêts grâce à l'éco-tourisme et la formation des écotouristes. La mise en place de plantations fourragères permet aussi de contribuer à la modernisation de l'élevage, car au lieu de brûler régulièrement pour renouveler les pâturages, on aménage des plantations fourragères qui participent même à réduire les conflits agro-pastoraux dûs aux déplacements des bêtes qui traversent traditionnellement les plantations d'agriculteurs avec toutes les destructions qui suivent. Outre ces résultats physiques, ce Projet aura permis également de contribuer à la production d'outils d'aménagement et de gestion de l'espace agrosylvopastoral, et surtout à l'élaboration de la stratégie nationale Redd+ du Cameroun, validée en 2018.

Globalement, il apparaît que les principaux résultats préliminaires, sont en parfaite adéquation, avec la vision du gouvernement qui tient à faire du processus Redd+, un puissant outil de modernisation de la production agrosylvopastorale et d'impulsion du développement local.

Ainsi va le projet Redd+ au PNDP, avec une réalisation intégrée, fidèle au mode opératoire du Programme de résoudre les problèmes spécifiques des communautés dans une approche holistique et inclusive. La finalité bien comprise de cette approche est de contribuer au combat sur les changements climatiques, pour le bienêtre de l'homme, en le maintenant au centre du processus... C'est d'ailleurs, ce qui est prescrit à tout projet Redd+ à savoir, ouvrir une fenêtre de compensation et d'alternatives à l'acteur local qui décide de participer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre en s'écartant des pratiques néfastes à l'environnement.

Au Nord, zone agro-écologique (ZAE)

4ème Trimestre 2018 • N° 022 • Les échos du PNDP — 13







Arbres, forages, plants fruitiers, formation des populations. Avec l'AFD, le PNDP via le projet Redd+, va résolument améliorer les conditions de vie des populations.

ap sur Boulel, un des villages de Lagdo (Bénoué) ayant bénéficié de l'accompagnement du PNDP et de ses partenaires, à travers le projet de Réduction des émissions dûes à la déforestation et à la dégradation des forêts (Redd+). Dans le paysage, l'on peut apercevoir des femmes rassemblées autour d'un arbre. Cette scène de vie, difficile de la louper dans le coin. Difficile de manquer ces visages apaisés et sereins d'enfants, sous ce même arbre. Difficile de rater ce groupe de gamins, ayant transformé des tongs en véhicules artisanaux, qu'ils déplacent à l'aide d'un bambou, à tour de rôle. Demandezleur pourquoi ils ne jouent pas plus loin. La réponse est toute trouvée, « l'air est frais sous l'arbre ». Sous cet arbre, la chaleur est réduite.

On imagine la vie dans quelques années, lorsque le massif forestier reprendra de sa superbe. La chose a été rendue possible grâce au projet Redd+ au PNDP et ses partenaires dont l'AFD.

De plus, il y a le forage à énergie solaire visible dans cette cour commune du village Boulel. Il sert à étancher la soif des uns et des autres rapidement et sans effort. Pauline Meloe, épouse de Mathias Ndjidda Ngaima, est partie de Maroua pour rejoindre son époux à Boulel. Depuis l'installation du château d'eau, c'est son homme qui s'occupe de l'entretien. Il « a un boulot, un vrai capital, je suis fière de lui ». Le sourire de la brave dame accompagne cette phrase. A Boulel, chacun a le droit d'exprimer un motif de fierté

depuis la visibilité des réalisations du projet Redd+. Francis Madi, chauffeur de taxi venu de Ouro-Tchaïdo, l'un des villages de Lagdo, peut témoigner lui aussi. Il y a comme un air de changement, un vent nouveau. « L'an dernier, nous n'avons pas eu de pluie tôt. Or, cette année, la pluie a débuté en février ». La population, dont le quotidien dépend en majorité des ressources forestières, hydrologiques et biologiques, semble réapprendre à vivre. Elle a appris à protéger ses arbres.

La localité de Ouro-Tchaïdo jouit d'une « zone de biodiversité riche » et s'impose comme un « point de concentration d'espèces uniques ». L'activité économique y est faible. C'estpourquoi «la forêtest convertie en terres agricoles ». Seulement, ... l'agriculture sur brûlis a conduit à la déforestation, de même que l'ensablement.
45 millions de Fcfa, c'est la valeur du projet de reboisement lancé par le gouvernement et logé au sein du projet Redd+.

les pratiques sont inappropriées dans ce village et d'autres. D'ailleurs, l'agriculture sur brûlis a conduit à la déforestation, de même que l'ensablement. 45 millions de Fcfa, c'est la valeur du projet de reboisement lancé par le gouvernement et logé au sein de l'opération Redd+. Cette dotation, issue du Contrat de désendettement et de développement (C2D) a déjà permis de reboiser une distance de 50 km, sur les berges du Lac de Lagdo (Lagon Bleu). Gilles Thibault, ambassadeur de France au Cameroun, lors de sa visite sur des sites en mai 2019, a formulé une satisfaction certaine : « Je suis fier de constater que la France travaille avec les autorités camerounaises, sur des projets concrets de développement améliorant au quotidien, la vie des populations ».

CONSERVATION DU MASSIF FORESTIER OURO-DOUKOUDJE ET REBOISEMENT DES BERGES OUEST DU LAC (Fiche Technique)

Des données collectées en 2016 par les équipes techniques du PNDP ont facilité la détermination de la superficie boisée de la forêt du massif à savoir 5523,69 ha et 1000 ha pour la berge ouest du lac. L'on apprendra que le taux de déforestation annuel moyen est de 0,65% et 0,74% pour chacune des zones.

SUPERFICIE: 179.301 ha **ZONE D'EXÉCUTION**:

Massif forestier d'Ouro-Doukoudjé : 5 523,69 ha

Berges ouest du Lac Lagdo: 1 000 ha

OBJECTIFS:

(i) Amélioration des droits de propriété foncière; (ii) Conservation du massif forestier Ouro-Doukoudje et reboisement des berges Ouest du lac ; (iii) Amélioration de la gouvernance forestière et gestion durable ; (iv) Promotion des techniques alternatives d'agriculture et d'élevage.

COÛT GLOBAL: 3 958 300 400 FCFA

CAPACITÉ DE RÉDUCTION/ABSORPTION : 25 351,5 tCO²eq/an

331,3 tCO eq/aii

DURÉE GLOBALE: 30 ans

Les échos du PNDP • N° 022 • 4ème Trimestre 2018 • N° 022 • Les échos du PNDP • N° 022 • N°



lls ont dit...



Awa Mokam, Trésorière, comité de concertation du village Ouro-Tchaïdo « Que d'autres villages bénéficient de cela ».

Nous avons commencé par le piquetage, puis nous avons effectué la trouaison et la formation sur la mise en terre. Ce que je décris là est un bénéfice auquel nous n'avions jamais pensé. Nous sommes formés donc qualifiés dans un domaine qui était notre quotidien mais dont nous n'avions pas les vraies techniques. Nous avons également reçu du matériel qui nous aide à réduire l'effort physique comme les pousses-pousses. Je souhaite vraiment que d'autres villages en bénéficient.



Makatisaï Voromta, Secrétaire comité de concertation du village Boulel. « Les arbres vont changer nos vies. »

Nous avons suivi des formations en piquetage et autres. Les pousses-pousses nous aident à transporter foin et engrais, les bottes, nous servent de protection. Les arbres repiqués nous font tellement de bien parce qu'à la maison, nous faisons tous nos travaux en dessous, nous y tenons nos réunions. Donc, les arbres qui sont ajoutés à ceux qui existaient déjà vont changer nos vies.



Emmanuel Ahmadou, Président comité de concertation village Boulel.

« Mon vœu est de voir le projet continué. »

Nous avons appris à surveiller et protéger nos champs, nos arbres. Nous avons appris comment réaliser le compost donc le fumier organique. Sans engrais artificiel mais avec le compost, nous avons cultivé et obtenu de bons champs de maïs avec des productions plus abondantes. Nous avons bénéficié d'un château d'eau. Mon vœu est de voir le projet continuer.



Ngarvouinsia Yakouba, Président comité de concertation du village Ouro-Tchaïdo. « Nous en voulons plus »

Nous avons bénéficié du matériel agricole dans le cadre du projet Redd+. Nous avons suivi des formations. Nous avons reboisé des plantes mais nous avons un problème de surpâturage. Planter, c'est facile mais garder, c'est difficile. Nous voulons un Fonds pour aider à protéger les plantes d'une manière spécifique. La bouse de chèvre que nous utilisons nous sert d'engrais utile à la croissance des arbres plantés. Tout ce que nous avons fait dans le cadre de ce projet est bien. Nous en voulons plus.

Le deuxième adjoint au maire de la commune de Lagdo s'investit dans l'appui aux populations bénéficiaires du projet Redd+.

préoccupation pour Pierre Gesata, deuxième adjoint au maire de Lagdo. La convention qui lie la commune au Programme de Développement Participatif via le projet Redd+ est arrivée à échéance. Plus d'assistance technique. Les locaux doivent prendre la relève. C'est une phase assez pratique. Toutes les activités doivent il passe. « Le plus important est le être suivies. Aussi, l'expertise locale changement qui intervient dans la vie de est mise en avant pour valoriser les acquis. Entre le responsable du suivi des activités réalisées dans le cadre différentes familles et le changement, du projet Redd+, un assistant, trois personnels d'appoint, des membres des différentes communautés touchées par le projet, ces compétences diverses sont mises à contribution.

eptembre 2018. Une réelle Difficile pour Pierre Gesata de comptabiliser ou distinguer ses heures de travail pour le compte de la commune et pour le projet Redd+. Tous les jours de la semaine, il vogue de village en village, de maison en maison pour sensibiliser les communautés. Elles doivent adopter les nouvelles pratiques vis-à-vis de l'environnement. Le message prend du temps, mais la famille et dans nos attitudes. Dans la cellule familiale, nous sensibilisons nos à commencer par la source d'énergie que nous utilisons », confie Pierre Gesata. Dans son ménage, le foyer amélioré a eu un écho favorable. La consommation de bois de chauffe a régressé. D'ailleurs, le gaz domestique est utilisé systématiquement à son

domicile pour préserver le cadre de vie. Les enfants sont éduqués à cela.

Mais, comment ne pas investir dans l'éducation des enfants ? Avec le projet, les populations de Lagdo ont été exposées à cette nouvelle forme d'éducation grâce aux enseignements reçus. « L'éducation porte plus sur la protection de l'environnement. Autour de mon domicile, j'ai planté des arbres dont les enfants s'occupent de l'entretien au retour des classes. Il y a un impact sur l'éducation que nous inculquons désormais à nos enfants », confesse M. Gesata. Ici, les activités ont permis d'élargir les champs de réflexion dans le domaine de l'environnement. Plus question de croiser les bras et de voir des arbres détruits. A Lagdo, le discours et la méthode de Pierre Gesata séduisent les populations locales.

- STATISTIQUES -Financement PNDP/AFD: 142 600 000 FCFA COÛT INVESTI EN PREMIÈRE ANNÉE : Contribution de la Commune hors coût global 142 600 000 FCFA (cent quarante-deux million six cent mille) FCFA du projet: 7 000 000 FCFA 12 gilets de sauvetage, 1 012 ha reboisés 01 pirogue hors-bord, 01 autour de la berge ouest du moteur de 75 chevaux et Lac Lagdo dont 286 ha à Boulel centre 12 manteaux 282 ha à Ouro-Tchaïdo rétrocédés au MINEPIA pour le suivi 247 ha à Kontip du repos biologique et l'inventaire/ 197 ha à Ouro-Kessoum collecte des données sur la pêche **60 agriculteurs formés** 120 personnes formées + **RÉSULTATS** aux techniques aux techniques de reboisement de fertilisation des sols **OBTENUS** À L'ISSUE 30 artisans locaux formés → 02 forages à énergie solaire **DE LA** à la fabrication des foyers construits à Boulel et à Ouro-Tchaïdo **PREMIÈRE** améliorés avec respectivement 03 points d'eau ANNÉE 0,25 ha de superficie 600 foyers améliorés sur lesquels 04 champs d'essai de distribués aux ménages maïs, d'arachide, mil rouge et niébé 10 000 000 Fcfa 45 000 plants fruitiers de fonds propres de la mis en terre commune pour un Plan de dont 20 000 anacardiers pérennisation existant et en cours et 25 000 manguiers d'implémentation

Les échos du PNDP • N° 022 • 4ème Trimestre 2018







Within the council, in addition to activities implemented by the Redd+ Project which focused on four villages, over 1,250 people have benefited from the training.

bout ten kids are playing in the said village who highly needed the vicinity of a borehole, while washing their clothes. For them the rest of the world does not exist at all, what matters is their clothes, the game that consist of splashing water at each other from the taps where they fill their containers and the borehole where a makeshift laundry has been installed. At the village of Babanguel, one of the four villages of the council of Pitoa where the Project of reducing emissions caused from deforestation and forest degradation (Redd+) is implemented, the great majority of adults are involved in pasture related activities.

As for the kids, they are busy performing their domestic tasks and playing games. The solar powered borehole is therefore a new technique and a golden opportunity for the inhabitants of

potable water. Not only is the borehole useful on a daily basis, it equally contributes in providing potable water to thousands of animals. At times, when the children speak in their local language, their words are promptly translated into French by Hadjara Ousmanou, an inhabitant of the Babanguel village who also doubles as a member of the Forest Management Committee, which portrays the mindset of such children who are already familiar with certain faces. « Where is Mr. Adama? (Editor's note: Mr. Adama Bouba doubles as the focal point of the Redd+ project and a communal agent). The tap is broken », says one of the kids, while pointing at one of the troughs of the village. As a matter of fact, in order to avoid water loss, the borehole has been closed for a few days from the source. It only goes operational for a while

when it is deemed necessary. The time schedule for water supply has been properly planned between men and animals. For maintenance purposes, cleaning activities have been carried out around the said borehole. Working groups have also been set up in a bid to keep the vicinity of the borehole always clean.

A few kilometres away from the village chiefdom, reforested areas are visible. It is therefore easy to distinguish between the former forest and the newly-reforested area. Two hundred thousand (200, 000) seedlings from various species have been planted, namely: Anacardes, senegalensis and Izuphus, to name a few. The problem faced here stemmed from the presence of the cattle. Ecoguards are still confronted with the shepherds who come from other villages. It should be noted that the

visible vegetation should be considered as a barometer, as far as the growth level is concerned, though some losses have been recorded concerning certain plant

According to the Deputy Lord Mayor of Pitoa, Mr. Akanyo Manga, some ameliorations have been registered, namely; the search for water has become less arduous, waterborne diseases have scaled down significantly in the area. « Plants have been growing properly. Everybody is happy. The population are enthusiastic and ready to actively involve themselves, in as much as they directly benefit from the project's fallouts. We may be compelled to sell oil later on, but for the time being, all what revolves around the project largely benefits the population as a whole », he explained.

In the villages of Babanguel, Forty, Mboura and even Tchollaram, the eco-guards are really poised to firmly safeguard their invaluable asset, namely; their trees. In this council, one thousand people were trained on how to build and use the ameliorated stoves as well as two hundred and fifty farmers on the practice of soil exploitation techniques, while respecting the environment.

RÉDUCTION DE LA DÉGRADATION ET RESTAURATION DU COUVERT VÉGÉTAL DANS LES ESPACES AGRO-SYLVO-PASTORALES DE LA COMMUNE DE PITOA (Fiche Technique)

812 km² de superficie. Une population d'environ 117 653 habitants, d'après les résultats du troisième recensement général de la population et de l'habitat du Cameroun en 2005, pour une densité de 145 habitants/km². Le taux annuel de la dégradation est évalué à 0,02% avec un taux de précision de 86,667%. Du coup, pour pallier cela, le projet «Réduction de la dégradation et restauration du couvert végétal dans les espaces agro-sylvo-pastoraux de la commune de Pitoa » a été lancé.

SUPERFICIE: 45 361,5 ha **ZONE D'EXÉCUTION:**

Les communautés ciblées par le projet sont réparties dans l'ensemble de la commune. Les massifs forestiers et les zones de pâturages (Hurum) concernés sont :

(i) Le massif forestier de Tchollaram et ses environs; (ii) Le Hurum de Forty et ses environs ; (iii) Le Hurum de Babanguel et ses environs et (iv) Le massif forestier de Mboura et ses environs.

OBJECTIFS:

(i) Reboiser les massifs forestiers dégradés de Tchollaram (2000 ha), Forty (1500 ha) de Sorfalou (3000 ha) et Babangwel (1500 ha) (ii) Améliorer la productivité des ressources pastorales. (iii) Accroître les rendements agrocoles dans les systèmes de production. (iv) Améliorer l'offre et réduire la demande des populations en bois-énergie. (v) Améliorer la gouvernance dans la gestion des ressources agro-sylvo-pastorales sur les territoires de la commune de Pitoa.

COÛT GLOBAL: 1 049 600 000 FCFA

CAPACITÉ DE RÉDUCTION/ABSORPTION:

21.501,1 tCO²eg/an

DURÉE GLOBALE: 30 ans

— 4^{ème} Trimestre 2018 • N° 022 • Les échos du PNDP ——/ 19 Les échos du PNDP • N° 022 • 4ème Trimestre 2018



Agent communal à Pitoa, il est le cœur de Redd+ dans la localité, l'interface active entre les différents acteurs en scène dans le projet de cette commune du Nord.

dossiers Redd+. Neuf mobilisation des équipes. heures à arpenter des coins de Pitoa, cette commune de la région du Nord. Neuf heures à écouter les préoccupations des populations... Adama Bouba est un increvable. A Babanguel, Mboura, Tchollaram, chacun des quatre villages de la commune de Pitoa couvert par la composante Redd+ du PNDP via des projets de reboisement et d'approvisionnement en eau potable. Il est le porte-voix du projet depuis 2014, alors que l'on n'était qu'à la phase de mise en place. Il a accompagné chacune des équipes d'experts venue dans ce cadre, et majeure. Tenez, le robinet d'une

Du coup, entre les points d'eau construits, les arbres plantés et les différentes phases du processus, difficile de se passer de lui. «Vraiment, Monsieur Adama nous aide beaucoup», témoigne un habitant. Disponible et sympathique, il connait nomément leurs préoccupations. Faites quelques pas avec lui au marché de Pitoa et vous comprendrez. On ne cesse de dire « merci ». « Merci pour le point d'eau construit dans mon village. Vos gens de Redd+ travaillent vraiment », lance une dame âgée.

euf heures dans les assuré la traduction nécessaire à la des pompes du forage à énergie solaire construit dans le village Babanguel est en panne. Pas moyen d'y toucher. C'est que, « L'ouvrage est encore sous garantie et ce, pendant un an. Les prestataires sont responsables jusqu'à l'échéance de la garantie. Du coup, les populations n'ont pas le droit d'interférer dans l'entretien pour éviter de se retrouver au centre d'un conflit », explique Adama Bouba. Sa gestion pointillasse et son anticipation sont saluées par ces populations, dont il partage les préoccupations depuis cing ans.

lls ont dit...



Halidou Wadjiri Daïrou, Membre du Comité de gestion du forage à Babanguel

« Avec le reboisement, les sites ont une végétation »

L'arrivée de Redd+ a amélioré les conditions de vie des populations locales. Le forage à énergie solaire par exemple, a un impact capital dans l'abreuvage des bêtes et l'alimentation en eau potable. Avec le reboisement, les sites ont une végétation. La culture fourragère a été réduite au niveau de la communauté sur quatre ha. Cela permet d'alimenter les animaux. Les éleveurs ont stocké le foin.



Sali Souleymanou, Membre du Comité de gestion du point d'eau à Forty

« Plus de 100 jeunes au chômage ont trouvé des emplois »

Au niveau de la population jeune, plus de 100 jeunes chômeurs ont trouvé des emplois temporaires puisqu'ils sont sollicités à chaque étape du processus de reboisement. Les sites aménagés présentent plus de végétation. Avant, les populations n'arrivaient plus à contrôler l'espace. Aujourd'hui, les éco-gardes aident à limiter le déplacement du bétail. Avant, lorsque le bétail allait ailleurs, il revenait contaminé par des maladies qui provoquaient de nombreuses pertes. Les trois hectares de culture fourragère que nous avons lancés ont permis au bétail de tenir entre mars et avril.



Aminatou Souley, Membre du Comité de gestion des forêts à Forty

« Redd+ a permis de réduire l'utilisation du bois »

Pour les femmes de la localité, Redd+a, en plus des autres champs d'action, permis aux femmes de se former dans la fabrication et l'utilisation des foyers améliorés pour réduire l'utilisation du bois, et par ricochet, entretenir notre écosystème. La constitution des coopératives facilite la vie en communauté puisque nous ne nous entendions pas auparavant. Maintenant, la forêt fait partie de notre quotidien, c'est vraiment beau et ca rafraichit. Je sensibilise les populations sur la préservation des arbres qui existent et l'entretien de ceux qui sont plantés.



Hadjara Ousmanou, Membre du Comité de gestion des forêts à Babanguel « L'utilisation des foyers améliorés est un avantage considérable »

Sans effort physique, l'ouvrage hydraulique à énergie solaire nous permet non seulement d'abreuver le bétail, mais aussi de consommer et d'utiliser de l'eau potable dans nos tâches ménagères. La formation reçue dans la fabrication et l'utilisation des foyers améliorés est un avantage considérable. Bien plus, nos filles qui se marient réussissent à exporter ces techniques dans d'autres communautés, l'on pourra utiliser ces foyers améliorés et anticiper sur de nombreuses choses.

– STATISTICS –

RESULTS

SECURED

AFTER

ONE

YEAR

C'est lui qui agit en cas de force

INVESTED COST FOR THE FIRST YEAR:

FCFA 177,780,000 (One hundred and seventy-even million seven hundred and eighty thousand).

PNDP/AFD funding: FCFA 177.780.000

1,900 ha of land

were reforestated and safeguarded the planting of 200,000 plants was done as follows: 75,000 plants at Tchollara 50,000 plants at Forty 40,000 plants at Mboura 35,000 plants at Babanguel

10 Farmer **Organizations (FOs)**

consolidated with the aim of transforming them into cooperative societies.

10 ha of fodder +

plantations were established by 40 producers (4 ha at Babanguel, 3ha at Forty and 3 ha at Mboura)

04 shelters and 05 fences

built for the protection of

• 05 solar-powered boreholes

(03 solar-powered boreholes constructed in each of the sites of Mboura, Tchollaram and Babanguel; 01 manually operated borehole rehabilitated in Forty and transformed into a solar-powered borehole; 01 solar powered borehole earmarked for the rehabilitation of the communal nursery) equipped each with two water points and two drinking troughs respectively.

150 Kg of Brachiaria seeds

bought and distributed to 40 producers of fodder.

1,000 people drilled

on how to build and use the improved stoves.

250 farmers trained

on the practice of the environmentally-friendly soil related exploitation techniques, such as "CES", plantation of fertilizing wood plants, grassy strips, stone barriers and how to do it on a surface area of 200 ha.

Les échos du PNDP • N° 022 • 4ème Trimestre 2018 4ème Trimestre 2018 • N° 022 • Les échos du PNDP —



C'est grâce à l'implémentation de la composante Redd+ du PNDP que les services écosystémiques de ce massif forestier sont revigorés.

Le visiteur qui s'aventure à l'une des entrées de la réserve forestière de Bapouh-Bana située à l'intersection des communes de Bangangté (Ndé), de Bana (Haut-Nkam) et de Bangou (Hauts-Plateaux), d'une superficie de 4800 hectares doit être prudent. Et pour cause, la violente pluie qui a inondé la région depuis les premières heures de la journée a rendu glissante la route en terre qui mène dans le massif forestier. Une marche à pied s'impose donc pour découvrir la réserve. L'herbe est verte de part et d'autre. Un air pur raffraichit les narines du visiteur et rend agréable le parcours. Des cris d'oiseaux et de certains ruminants se font entendre au loin. Des arbres, gigantesques, s'étalent dans une sorte de symphonie et offrent un paysage magnifique qui donne à découvrir cette réserve forestière qui semble revivre. Au fur et à mesure que le visiteur avance,

alembo, commune de Bangou. il est fasciné par les merveilles de la nature. Ici, la quiétude règne.

Ce qui n'a pas toujours été le cas dans la réserve. Le site a été confronté à de nombreuses menaces dues aux activités de l'homme (coupure illégale et abusive du bois, feux de brousse, pollution, mauvaises pratiques culturales, etc.), contre lesquelles le groupement de Communes entend lutter en s'inscrivant dans une logique de gestion durable de ce patrimoine. «Il fallait donc trouver des solutions pour y remédier en implémentant le projet pilote Redd+ visant à réduire l'impact négatif de l'action de l'homme sur la forêt», explique Laure Yaka, responsable des activités opérationnelles dans la mise en œuvre du projet Redd+ dans cette réserve. Et comme résultats concrets obtenus, après un an, on note près de 104 hectares d'espaces reboisés avec environ 164 500 plants mis en terre. « Le reboisement était capital pour redonner vie à la réserve », assure Madame Yaka.

ludique.

Outre cette action de reboisement, une campagne de sensibilisation a été menée auprès des populations riveraines pour leur expliquer l'importance de la lutte contre les changements climatiques et les effets néfastes sur leur environnement. « Ces populations ne comprenaient pas que par leur action, notamment la coupe illégale du bois, les mauvaises pratiques agricoles, elles détruisaient en réalité la nature ou leur milieu naturel », précise notre source. Aujourd'hui, ces populations ont compris et plusieurs d'entre elles qui ont reçu des formations sur de nouvelles techniques d'agriculture durable et l'agroforesterie ont trouvé de nouvelles vocations. Des champs fourragers ont été créés, des abreuvoirs construits au profit des éleveurs Mbororos. Aujourd'hui, la réserve forestière de Bapouh-Bana fait progressivement sa mue et redevient un espace propice à l'écotourisme et à toute autre activité

Plusieurs formations ont suscité de nouvelles vocations chez les riverains, contribuant ainsi à réduire leur impact négatif sur la

Réserve forestière de Bapouh-Bana

Les 30 plants agro-forestiers que j'ai reçus ce jour vont me permettre de densifier ma production d'arbres fruitiers et de produire de nouvelles pépinières ». Georges Duplex Houko, agriculteur, devenu pépiniériste à Balambo (Bangou), n'a pas caché sa joie, en recevant pour la deuxième année consécutive des plants (manguiers, avocatiers, safoutiers) du projet Redd+. Un nouveau don qui vient en fait récompenser son dynamisme et son sérieux dans l'utilisation des 42 plants reçus en 2018 et qui poussent à vue d'œil dans son champ. Comme ce jeune quadragénaire, nombreux sont les riverains de la réserve forestière Bapouh-Bana qui se sont découverts de nouvelles vocations, suite aux formations reçues en 2018 du projet Redd+ sur les nouvelles techniques culturales.

C'est notamment le cas du jeune Marius César Cheuzeu, qui vivait de la coupe du bois. Aujourd'hui, il est en train de devenir un entrepreneur agropastoral prospère. En 2018, fort de la formation et des appuis reçus lors de la mise en œuvre du projet pilote Redd+, il a semé et récolté plus de 50 seaux de pommes de terre et plus de 25 seaux de piment. Une expérience qu'il entend capitaliser désormais. « Ces formations sur les nouvelles techniques culturales permettent de réduire l'impact négatif des pratiques agricoles et de l'élevage sur le couvert forestier», précise Laure Yaka. Aujourd'hui, les riverains de la réserve se sont mieux approprié la problématique sur les changements climatiques. Ils ont compris le bien-fondé de la lutte contre la déforestation et la dégradation du massif forestier, et changé leurs

Issah Yaya est un berger Mbororo. Avant, il emmenait systématiquement ses bêtes dans la réserve pour brouter l'herbe. Aujourd'hui, grâce à la formation reçue, il a changé sa façon de penser et d'agir. «On m'a appris à fabriquer la pierre à lécher qui est un stimulant d'appétit et permet à la bête de mieux s'alimenter. Egalement, comment nourrir les bêtes quand elles ne partent pas en transhumance, comment mettre sur pied un champ fourrager, construire un abreuvoir... Maintenant quand j'ai les bêtes, je peux les nourrir sur place, sans avoir besoin d'aller en transhumance », résume avec un brin de fierté Issah Yaya. «Avec la formation dispensée, les bergers Mbororos se sédentarisent, ont une vie plus stable, et sont plus soucieux de la nécessité de protéger l'environnement», précise, une nouvelle fois, notre source.

Ces formations ont également un impact sur la réserve, car de nombreux riverains formés servent d'éco-gardes dans la réserve, et sensibilisent les ménages sur la nécessité de planter des arbres et de limiter la coupe du bois. Les formations ont servi également à expérimenter les nouvelles techniques agro-pastorales (techniques de greffage des plants, conservation des produits agricoles, techniques et prophylaxie en élevage, montage de projets et recherche de financements, etc.). Ces pratiques, bien que soucieuses de l'environnement, contribuent aussi à accroître le rendement agropastoral de ces riverains, ce qui participe à l'amélioration de leurs conditions de vie et à la lutte contre la pauvreté.

Des populations éclairées et outillées **RÉDUCTION DE LA DÉFORESTATION ET DE LA DÉGRADATION DU MASSIF** FORESTIER INTERCOMMUNA BANGANGTÉ-BANA-BANGOU (Fiche Technique)

DOSSIER

Le site est connu comme étant le massif forestier intercommunal de Bangangté-Bana-Bangou, qui comprend l'emprise spatiale de la réserve forestière de Bapouh-Bana (environ 4 800 ha) et une zone tampon qui inclut les villages riverains interagissant avec la réserve forestière et les zones d'activités associées.

SUPERFICIE: 13 650 ha **ZONE D'EXÉCUTION:**

Réserve forestière de Bapouh-Bana et ses environs

OBJECTIFS:

- i). Protéger la réserve de Bapouh-Bana, tout en réduisant les menaces qui viennent de sa zone périphérique;
- ii). Augmenter les stocks de carbone dans et autour de la réserve de Bapouh-Bana;
- iii). Réduire de 50% le rythme actuel de déforestation tout autour de la réserve ;
- iv). Réduire l'impact de l'agriculture et de l'élevage sur le couvert forestier;
- v). Promouvoir le développement local.

COÛT GLOBAL: 3 783 000 000

CAPACITÉ DE RÉDUCTION/ ABSORPTION: 64 261 tCO²eg/

DURÉE GLOBALE: 30 ans

Les échos du PNDP • N° 022 • 4^{ème} Trimestre 2018



lls ont dit...



Henri Teunkep, Membre du Comité de surveillance de la forêt (CSF) «Le taux de chômage a baissé »

Nous sommes là pour contrôler la réserve, empêcher les gens de mener une activité dangereuse et contrôler souvent les feux de brousse. Le CSF mène cette activité dans la réserve depuis bientôt un an. Jusqu'à présent, tout se passe bien. Il y a eu des difficultés, mais on s'est battu. Pour le moment, c'est la mairie qui doit s'occuper des moyens de fonctionnement du CSF. Depuis que ce projet existe, le taux de chômage a baissé. C'est un changement réel. Avant, je n'avais pas de travail, mais grâce à la réserve, j'en ai trouvé. On nous paie par rapport aux tâches effectuées. Quand il y a un travail qui concerne le projet, c'est nous qu'on contacte. Par

exemple, on a fait le reboisement, le défrichage, les pare feux par rapport aux feux de brousse. Nous avons constitué un groupe de cinq personnes pour le défrichage et ça nous a permis d'avoir quelque chose. La lutte contre la déforestation aide à faire face aux changements climatiques.



SM Arnaud Nangaing, Chef de 3ème degré du village Batougoung. « La lutte contre la déforestation est une bonne action »

Nous avons eu des séminaires avec l'appui du PNDP qui nous a fait savoir que nous devions protéger la réserve contre la déforestation, éviter que les riverains y mettent le feu et les sensibiliser à la coupe anarchique du bois. Aujourd'hui, il n'y a plus ce type d'activités susceptibles de détruire la réserve, dans le village. Nous sommes là pour protéger cette réserve. La lutte contre la déforestation est une très bonne action : nous connaissons aujourd'hui toute son importance. Ce n'est pas seulement pour nous puisque les bailleurs de fonds nous ont fait savoir que c'est ça qui arrête le CO₃, et ceux qui polluent vont payer ceux qui ne polluent pas comme nous.



Jeannette Djanmendo, Agricultrice dans le village Balembo.

« Le PNDP nous a aidés par la formation »

Le PNDP nous a beaucoup aidés par la formation sur la pratique d'une agriculture durable. Nous avons commencé par cultiver les pommes de terre, puis le maïs, le haricot, après on a fait le compost, et ça nous a beaucoup plu. Même si la récolte de la première année n'a pas été phénoménale, nous avons au moins une quantité suffisante pour nourrir nos familles. En capitalisant, les prochaines récoltes seront meilleures. Nous saluons l'appui du PNDP pour la lutte contre la déforestation et la dégradation du massif forestier. Nous espérons que le PNDP ne s'arrêtera pas en si bon chemin.

Grâce au projet Redd+, Georges Dupleix Houko s'est découvert une nouvelle vocation et tout semble lui réussir depuis lors.

on allure svelte pourrait du sable. Quand on a mis en tromper quiconque se fie œuvre le projet Redd+, j'ai à son apparence. Georges été très vite intéressé et c'est Dupleix Houko est de la comme ca que j'ai appris catégorie des gens qui se remettent à faire la pépinière. Pour perpétuellement en cause et développer ma productivité opèrent des choix qui vont bonifier leur existence. Agriculteur, éleveur, carbone, j'ai été formé à sableur, ce jeune quadragénaire, la fabrication du compost marié et père de cinq enfants, a organique » témoigne profité de la mise en œuvre du Georges Dupleix Houko. En projet pilote Redd+ pour acquérir de nouvelles connaissances sur le est devenu incontournable plan agricole. Et un nouveau métier. car c'est lui qui fournit les Il est devenu pépiniériste. Il produit agriculteurs des coins en des plants qu'il revend dans son plants. Le quadragénaire entourage. «Je faisais avant dans compte étendre la culture maraîchère, l'élevage des action avec la pratique de porcs et chèvres, et aussi l'activité l'agroforesterie.

et réduire mon empreinte quelque temps seulement, il



STATISTIQUES

RÉSULTATS

OBTENUS

À L'ISSUE

DE LA

PREMIÈRE

ANNÉE

COÛT INVESTI EN PREMIÈRE ANNÉE:

185 450 000 (cent-quatre-vingt-cinq millions quatre-centcinquante mille) FCFA

Financement PNDP/AFD: 183 450 000 FCFA Contribution de la Commune : 2 000 000 FCFA

103,11 ha reboisés

dans la réserve (36,34 ha d'Eucalyptus, 31,74 à Bapouh et 4,6 à Balembo, 66,77 ha de Gmelina dont 39,43 ha à Bapouh, 4.85 ha à Balembo et 22.49 ha à Batchingou)

164 500 plants •

mis en terre sur une superficie de 103,11 ha

03 pépinières

d'une capacité de production de 40 000 plants réalisés dans chaque commune avec 08 personnes engagées (06 pépiniéristes et 02 gardiens)

04 parcelles écoles

pour une superficie de 0,9 ha créés pour l'expérimentation et la vulgarisation en bonnes pratiques pour la culture, notamment de la pomme de terre, du haricot et du maïs.

1,5 ha de champs fourragers

(Brachiariaspp, Trypsacumspp -Goatemala - et Stylosanthesspp) pilotes mis en place : 1 ha à Balembo et 0,5 ha à Batchingou au profit des populations autochtones vulnérables, les Mbororos

→ 37 950 000 FCFA

en main d'œuvre payés directement aux employés impliqués dans les activités de reboisement

→ 03 abreuvoirs de 3 m³

pour amélioration de l'approvisionnement en eau pour le bétail

75 agriculteurs formés

aux techniques d'agriculture durable et d'agroforesterie (utilisation des engrais biologiques, initiation aux techniques de greffages, techniques de conservation des produits agricoles et réalisation de bacs de stockage)

Les échos du PNDP • N° 022 • 4ème Trimestre 2018





Mangrove forest: high need for conservation

This is due to the vital role it plays in the day-to-day activities of the Tiko-Limbe population.

ith a surface area of 40, 000 hectares (ha), covering about 20% of the Cameroonian forest, the mangrove forest of Tiko-Limbe III has long been a notorious breeding ground as far as the anarchical exploitation of its various natural resources is concerned. Thus, firewood, softwood lumber and fishing resources, should be considered as some of the resources which are subjected to the anarchical exploitation by some 138, 000 inhabitants of these municipalities. As a result, the destruction and even the deterioration of such spawning grounds has significantly and negatively impacted, at long term, the social, economic and environmental aspects of the neighbouring population. Among such negative impacts, one can cite the increased shortcoming in terms of fishing resources which were considered as one of the major

income-generating activities for such populations.

Characterized by a unique vegetal architecture, this double earth-sea ecosystem gives the impression of an absence of a biological life. However, beyond the apparent forest plunged into fresh waters, it should be noted that fish, amphibians, mollusks, and even shellfish live in such a natural milieu. It is therefore the reason why the mangrove forest is rightly considered as one of the 14 most important biomes worldwide which are subjected to anthropic pressure. As one can notice, the mangrove forest of Tiko-Limbe III should not be considered as an isolated case.

Reasons for the setting up of an inter-communal Tiko-Limbe III's Project which, thanks to the technical and financial back up of PNDP, has significantly contributed to the enhancement of alternative activities in terms of agricultural production and as such, resulted in the reduction of the emissions of greenhouse gases.

One year after the implementation of the said project, mayors are aware that despite facing various difficulties, the results achieved so far are quite satisfactory. The construction of dryers, the manufacturing of improved stoves to the benefit of the local communities, as well as the drilling of youths on new trades such as eco-tourism, agro-forestry, reforestation and the protection of 10, 864 ha of mangrove forests have largely contributed to reduce the pressure on the fragile ecosystem of such an area, thereby significantly improving the living conditions of the neighbouring population, although there is still a long way to go. ■

Ako Tataw Ebotu

The improved stove regulator of Ngombe I

Thanks to forty-year-old Akwo Tataw Ebotu who has been organizing fish-smoking training sessions.



n a village called Ngombe I, located in the Tiko council, Akwo Tataw Ebotu reigns supreme in the smooth management of the improved stoves provided by PNDP within the framework of the Redd+ Project. With the assistance of five people. the forty-year-old is not only presiding over committee meetings with the aim of smoothly managing the improved smokehouse in his village, but he has also created similar committees in the ten creeks that have benefited from the construction of improved smokers.

According to Akwo Tataw Ebotu, using an improved stove has significantly contributed to reduce the arduousness of work compared to the traditional method of fish smoking. For instance, « the time allocated to smoke a basin of 25 kg of fish is estimated at 04 hours instead of 24 hours as it used to be with the previous method ». Beyond this time-saving aspect, it should also be noted that the quantity of wood that was gotten from the mangrove forest has dramatically dropped.

With the aim of ensuring a smooth and efficient functioning of such an infrastructure and the control of human action as far as the exploitation of the mangrove forest is concerned, this father of two kids has set up a type of smoking taxation mechanism worth FCFA 500 per smoking within the said creek in which close to three hundred (300) people from various nationalities, namely: Cameroonians, Malians, Nigerians live peacefully.

Once again, Akwo Tataw Ebotu is guite aware that the improved stoves have significantly contributed to increase his sales of fish. « We purchase fish from fishermen in order to supply our city as a whole. Our capital investment now ranges from One hundred thousand FCFA (100, 000) to One million FCFA (1,000, 000) depending on the production scale». « The improved stoves have been operational for only five months but our gains have dramatically scaled up!», he added. ■

RÉDUCTION DE LA
DÉFORESTATION ET DE
LA DÉGRADATION DES
MANGROVES DE TIKO-LIMBE
III À TRAVERS LA GESTION
INTÉGRÉE ET DURABLE DES
MANGROVES ET DES FORÊTS
CÔTIÈRES ASSOCIÉES
(Fiche Technique)

Suite à l'analyse des données des images satellitaires pour une période de 26 ans dans le cadre de la NIP et des études de faisabilité, les mangroves intactes et les forêts côtières associées ont diminué considérablement de plus de 40% alors que les forêts de mangrove dégradées ont augmenté de près de 30 %. La forêt de mangrove intacte a connu une baisse significative de sa superficie couverte entre 1990 et 2015 par 3,771 ha et une perte de 150,8 ha/an (-1,1% année).

SUPERFICIE: 38 666 ha **ZONE D'EXÉCUTION:**

Mboko II, Mboko I, Kaiiza, Mukuta, Ngombe II, Ngombe I, Mboma 1, Mboma 2, Chop farm, Bonangombe, Mangasamba, Bonabile, Misselelele, Ebondji, Mudeka, Dikolo, Mabeta, Pungo (New and Old), Ikange, Bwenga

OBJECTIFS:

- i). Sensibiliser au moins 50 % de chaque groupe de parties prenantes aux valeurs et à l'importance des mangroves et à leur potentiel de stabilisation du climat;
- ii). Mettre en place un système de gestion fonctionnelle participative pour l'exploitation et l'utilisation durables des ressources forestières des mangroves et des forêts côtières pour le développement économique;
- iii). Augmenter la couverture et le stock de carbone venant des mangroves.

COÛT GLOBAL: 2 424 660 000

FCFA

CAPACITÉ DE RÉDUCTION/ ABSORPTION : 159

953tCO²eq/an

DURÉE GLOBALE: 30 ans

Les échos du PNDP • N° 022 • 4ème Trimestre 2018 — 4ème Trimestre 2018 • N° 022 • Les échos du PNDP — 4ème T



They said:



Moukondo Daniel Ngande, Mayor of Tiko.

« I doff my hat to PNDP. »

We are carrying out a wonderful developmental aspect of sensitizing and creating awareness amongst the populations on the dangers of carbon emission. The local community is now aware of the consequences of carbon thanks to the Redd+ project which is considered as a wonderful environmental project. I therefore pay homage to PNDP for all the successful work accomplished so far.



Nseke Dibotti Luma, Mayor of Limbe III.

« We have been able to do some reforestation.»

Thanks to the Redd+ project we have been able to do some reforestation in the mangrove. Larger parts of the mangrove that have been depleted, were replanted. We have benefited from the construction of ovens that would help our fishermen to dry or smoke their fish through other ecological means without having to destroy the forest for wood.



Alice Moki, an inhabitant of the Mboma I's village

« Such smokehouses use less wood »

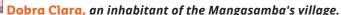
Such improved smokehouses are deemed suitable because their emission of heat is low. It is worth noting that we faced so many difficulties when drying fish with the former smoker system. The volume of wood has significantly scaled down with the new device. Before then, one could smoke fish worth FCFA 10, 000 with wood purchased at FCFA 5, 000. Now, one can easily smoke fish worth FCFA 10, 000 with only FCFA 2,500 spent for wood.



Winnifred Minjoh, an inhabitant of the Mboma II's village.

«I also badly need my own improved smokehouse. »

When I come to buy here, the price of fish is affordable. Nearly all the women are able to smoke their fish in this village. I really want to acquire my own improved smokehouse because when I see the women smoking their fish, I feel happy.





The former smokehouse consumed a lot of wood. »

Unlike the former smokehouses, the improved one has so many benefits. It is likely to be more useful to us. For the time being, only the main part has gone operational. The upper part is yet to be operational in the sense that it lacks a shelter to protect the smoker. It is the only reason why we are still worried. Although this improved smoker does not take a great quantity of fish, it is by far better than the traditional one that consumed a lot of wood. Apart from the updated smoker consuming less wood, it is also faster and efficient.

The fisherman is among the nine staff who have been trained as eco-tourist guides within the councils of Tiko and Limbe III.

e has a good mastery of the nooks and crannies of the mangrove forest under the Tiko Council, not letting out the shortcuts as well as other maritime routes. He is Esoh Felix is referred as an environmentallyfriendly fisherman. « My grand-father has contributed to the development of the city of Tiko. He was always ready to protect the environment», he pointed

Apart from being among the nine persons selected by the Redd+ Project This father of two kids explains that to undergo a four-day theoretical and practical training in the trades of eco-tourism, he has been the population on the negative impacts derived from an anarchical exploitation of the mangrove forest,

guide tourists visiting the sites of why there is a lot of fish. Then we sit Tiko. « When we carry out field visits, the population lash out at us, in such a manner that certain tourists get afraid and run away », he narrated. He continued by adding that: « personally Epane. In his early forties 40s, he I go and meet such people. They often ask me « Are you their driver? What are you doing here? ». Then I ask them to calm down. I calmly explain to them the grounds for our presence. I add by telling them that we are here for development purposes, especially as we show them what we have achieved at are all Africans ».

he often narrates some experiences witnessed elsewhere, « I tell them that I travelled to Gabon where I saw the assigned a double mission; sensitize *importance accorded to the preservation* of the mangrove forest. In Gabon, the wood from the mangrove forest is not exploited anarchically; which explains

down and discuss and they understand me. It is by doing so that we succeed in convincing them of the importance of preserving our environment».

Unfortunately, the task is not that easy, according to him. A good number of villagers living in the vicinity of the mangrove forest still proceed with cutting trees in the mangrove forests.

« We do not simply talk to them, we also present. We keep on sensitizing them on the importance of preserving the mangrove forest », he added. « But the populations are really stubborn. It is not easy at all for us. But I do believe that despite such difficulties, we will succeed in making them understand the rational approach, even though there is still a long way to go.» declared the ecotourist guide.

– STATISTIQUES ————

COÛT INVESTI EN PREMIÈRE ANNÉE:

178 559 115 (Cent soixante-dix-huit millions cing cent cinquante-neuf mille cent quinze) francs FCFA

du projet

Financement PNDP/AFD: 178 559 115 FCFA

21,01 ha de mangrove reboisés 09 Eco guides formés dans 8 villages de la zone du projet pour le développement (Misselelele (5,35ha), Mukuta (2,75 ha), Mangasamba (1,57 ha), kaiza (1,22 ha), de l'écotourisme Ngombe I (2,99 ha) & II (1,54 ha), Mboma II (2, 46 ha), Kange (3,13ha) RÉSULTATS 15 fumoirs améliorés **OBTENUS** construits dans 10 villages 10 864 ha de la zone du projet À L'ISSUE de mangroves délimitées et ► [Mukota (1), Ngombe **DE LA** matérialisées (Core zone) II (2) & I (1), Kaiza (1), **PREMIÈRE** Mangasamba (1), Ekoka (1), Mboko II (1), Mboma I ANNÉE 10 ha de non mangrove ← (2) & II (2), Mabeta (3) régénérées dans 6 villages (Mudeka, Misselelele, Ecoca, Dikolo, Bonangombé, Bonabilé) → 23 agriculteurs formés 500 foyers améliorés formés aux techniques de l'agroforesterie achetés et distribués à la communauté locale de la zone

4ème Trimestre 2018 • N° 022 • Les échos du PNDP — Les échos du PNDP • N° 022 • 4ème Trimestre 2018



Dans la commune de Yoko, les fruits du projet Redd+ sont palpables dans une dizaine de localités.

Mbatoua, l'un des villages de la commune de Yoko, il y a comme un air de révolution. On évoque avec fierté les tubercules des champs de manioc cultivés par les populations locales et dont les bénéfices de la vente vont au-delà de 100%. Cette production met en lumière les gains du projet Redd+ qui a permis d'améliorer les bonnes pratiques agricoles et piscicoles. Les populations ont aussi bénéficié d'un magasin de stockage, de rejetons de plantain ajouté aux boutures de tubercules de manioc et d'un étang piscicole de plus de 3000 poissons. Anastasie Nime, présidente du Comité de gestion de l'étang, attend les produits de la prochaine récolte. Dans cette localité, le propos est dithyrambique quand on parle du projet Redd+. Dans les discours, c'est perceptible. Redd+ a eu du mal à s'intégrer. « On n'en revient toujours pas que le

projet Redd+ nous ait donné tout ceci gratuitement. Certains se disent qu'on leur demandera de rembourser », raconte Anastasie. Même pendant la récolte, il y avait comme une espèce de suspicion, de crainte, d'étonnement. Il a fallu expliquer aux bénéficiaires l'apport du projet en termes de compensation pour les mesures d'atténuation prises. La rapidité de la maturité (six mois au lieu de quinze), la qualité et l'abondance des tubercules a finalement mis tout le monde d'accord au moment des récoltes.

Au village Guervoum, en fonction d'un planning réglé comme une horloge suisse, Ernest Ngala se charge de nettoyer l'étang de poisson de la localité. C'est lui qui a aussi la charge de la nutrition des 2483 poissons rescapés après une épidémie survenue dans la zone. Le matin à 6h et le soir à 17h, Rendez- de Mbeinbeing, autre village

avec ses compagnons. Seulement, depuis plusieurs semaines, il vit une rupture de stock des produits servant à l'alimentation des poissons. La denrée, rare, vient de Yaoundé. En attendant d'y remédier, un système "D" est utilisé. De l'étang, sept poissons ont été retirés des eaux pour cause de test suite au décès de dix alevins.

Au village Melimving, c'est le même état d'esprit. Le séchoir, réalité vivante du passage de Redd+, est utilisé par une dizaine de femmes. Si on peut désormais y sécher près de 100 kg de manioc transformé, la charge de travail aussi est réduite. L'utilisation, l'entretien et le suivi de cet espace de séchage sont organisés. Pour les villageois, c'est une espèce de poule aux œufs d'or à choyer. L'aire de séchage

...L'utilisation, l'entretien. et le suivi de cet espace de séchage sont organisés. **Pour les** villageois, c'est une espèce de poule aux œufs d'or à choyer.



bénéficiaire, a aussi changé les habitudes des populations villageoises. Elles reviennent de ce champ communautaire qu'elles ont lancé il y a peu. L'espace, d'une verdure saisissante, est le fruit de leur labeur, le fruit d'une collaboration avec le PNDP et ses partenaires au développement durable.

A Yoko, c'est la forêt communale qu'il faut protéger. Et comment? En y plantant des arbres fruitiers qui profiteront à plusieurs échelles aux populations locales.

PROTECTION INTÉGRALE DE LA FORÊT **COMMUNALE DE YOKO PAR LA MISE EN OEUVRE DES ACTIVITÉS AGRO-SYLVO-**PASTORALES DANS SA PÉRIPHÉRIE (Fiche Technique)

DOSSIER

Redd+, projet pilote pour les populations est mis en œuvre sur 135 172, 82 hectares soit 29 500 ha de forêt communale et 105 672,82 ha de superficie couvrant environ 10 km de la zone périphérique. Les résultats des analyses des moteurs de la déforestation et de la dégradation de forêts ainsi que l'évaluation socioéconomique ont montré que l'élevage des bovins et la transhumance du bétail sont les principaux moteurs de la dégradation tandis que l'agriculture itinérante sur brûlis est le principal moteur de la déforestation. Ces activités sont à l'origine de la diminution globale des formations naturelles de forêt et de savane de 8069,38 ha soit 6,62% en 13 ans pour un taux de déforestation annuel de 0,52% donc d'une perte de 2,071 millions équivalent tCO²/an.

SUPERFICIE: environ 135 172,82 ha.

OBJECTIFS:

(i) Protéger de manière intégrale la forêt communale de Yoko (FCY); (ii) Améliorer les conditions de vie des populations riveraines de la FCY par l'introduction de bonnes pratiques agricoles; (iii) Mettre en place un système de gouvernance local.

ZONE D'EXÉCUTION:

La zone du Projet comprend la forêt communale de Yoko et ses environs. Elle englobe sept villages riverains à la forêt communale de Yoko à savoir: Guervoum, Dong, Mbembeing, Mekoassim, Mankim, Melimvi et Mbatoua.

COÛT GLOBAL: 1 946 861 535 FCFA

CAPACITÉ DE RÉDUCTION/ABSORPTION: 150 432,36 tCO²eq/an.

DURÉE GLOBALE: 30 ans

DURÉE DE LA PHASE PILOTE : 12 mois (01 an)

— 4^{ème} Trimestre 2018 • N° 022 • Les échos du PNDP — \ \ 31 Les échos du PNDP • N° 022 • 4ème Trimestre 2018



Ils ont dit...



Madonnée, épse Ndinguim, Présidente de l'association « Essayons voir », Guervoum. « Nous avons appris à bouger ».

On a pu obtenir l'étang, les champs et le miel. Nous avons reçu des formations et mis tous ces enseignements en application. Entre septembre et novembre 2018, nous, populations de Guervoum, avons creusé l'étang le 2 décembre 2018, nous l'avons empoissonné. C'est la première fois d'avoir un projet entièrement gratuit. Avec le projet Redd+, nous arrivons à travailler par nous-mêmes, parce que avant nous attendions que la forêt nous rapporte



Jeannette Fefe, Présidente de l'association Nimkinim, Dong.

« Le séchoir profite à tout le village. »

Avant l'accompagnement de Redd+ et la construction de cette aire de séchage, les femmes de Dong séchaient leur maïs et leur manioc sur des bâches et en petite quantité. Sécher le couscous sur des bâches était très coûteux parce que nous achetions ces bâches. Nous avons planifié l'utilisation de cet espace et cela nous permet de mieux utiliser l'espace en évitant les conflits. Ce qui n'était pas le cas avant. Nous avons appris à mieux vivre ensemble. L'association compte 15 femmes mais le séchoir profite à tout le village. Nous vivons plus en harmonie.



Faustin Gbatare, Chef de village Mbatoua.

Redd+ a révolutionné la vie »

Avec Redd+, nous avons atteint la phase où nous vivons les projets. Redd+ est venu révolutionner la vie des populations de Mbatoua. Nous avons reçu des semences de manioc, des rejetons de plantain, du poisson qui a servi à la réalisation d'un étang et un magasin de stockage notamment. Malgré la perte de 30% de notre dotation de poisson, notre étang se porte bien. Le poisson perdu est dû à une maladie existante dans la localité. Mais nous sommes très satisfaits des boutures de manioc reçues puisqu'en ce moment, les femmes récoltent bien. Quatre tiges de manioc permettent d'obtenir une cuvette de

manioc. Or, avant, elles avaient besoin de sept à dix tiges pour faire une cuvette. En plus, le cycle de production est court. Les femmes sont passées de 12 voire 8 mois à six mois.

A son deuxième mandat de maire, il a réussi à faciliter le lancement du projet Redd+ dans sa commune.

la rencontre qui va changer sa vision de la forêt : celle de la forêt urbaine d'Agadir avec ses arbustes. Cela produit comme un choc chez Annir Dieudonné, maire de la commune de Yoko. Son cerveau est toujours en ébullition. Son souci? Accompagner ses populations dans la mise en œuvre du développement durable. Il faut sauver la forêt communale de Yoko ou tout au moins, la préserver. Cela tombe bien. Le Programme National de Développement participatif (PNDP) a lancé une initiative Redd+. Le programme doit choisir une commune dans la zone agro-écologique Centre-Sud-Est qui pourrait proposer une initiative. Yoko est retenue. 165 millions de FCFA sont alloués à la commune. Formation en continue des communautés, approvisionnement en semences sélectionnées (arachide, maïs, manioc, plantain), construction des étangs, présence des Eco-gardes...

Par essence, le peuple de Yoko vit d'agriculture.

2,5 ha d'avocatiers, d'orangers et de safoutiers sont fraîchement plantés au mois de juin. Objectif? Permettre à la commune de jouir des produits de la terre d'ici trois ans. « Dans le cadre de ce projet Redd+, nous aurons des avocats, des safous et des oranges qui alimenteront directement le marché. Ces produits seront vendus sur pieds. La commune ne fera pas concurrence aux populations en se rendant dans les marchés », assure-t-il. Les bénéfices de ces récoltes feront partie des recettes de la commune. « Nous avons aussi planté le cajou, qui produit plus que le cacao. C'est une plante de Dieu. La Côte d'Ivoire se positionne comme premier producteur. Le Cameroun, avec la commune de Yoko, aura aussi sa place », poursuit Annir Dieudonné, avant-gardiste. Il estime à 95 %, le taux de réussite du projet pour

u détour d'un voyage à Agadir, Il milite pour l'engagement de tous. sa première année dans la localité qu'il conduit. Annir Dieudonné le reconnaît, lorsque les experts descendaient sur le terrain, il y avait ce doute dans le village Melimvi. Pour les populations de ce coin-là, « cela sentait de la roublardise. Les villageois n'arrivaient pas à admettre que du matériel agricole, des semences, étaient offertes gratuitement. Elles avaient peur d'une évaluation, de faire la prison en cas de non atteinte des objectifs», avoue le maire. Malgré l'approche de la démocratie participative, les gens sont réticents. Un bonheur intégral reste suspect. Le maire, ses collaborateurs et les experts du PNDP font tout pour faire tomber ces fausses idées. Il faut éviter la perte des semences, comme ces boutures de manioc qui ont séché dans les bureaux de la mairie. Avec le temps, la communauté s'est appropriée le projet. Les écogardes, une trentaine, dotés de GPS, accompagnent la protection de la forêt.

- STATISTIQUES

RÉSULTATS

OBTENUS

À L'ISSUE

DE LA

PREMIÈRE

ANNÉE

COÛT INVESTI EN PREMIÈRE ANNÉE:

162 138 263 F CFA (cent soixante-deux millions cent trente-huit mille deux cent soixante-trois) FCFA

Financement PNDP/AFD: 162 138 263 F CFA

Contribution de la Commune de Yoko: 10 000 000 (Dix millions de FCFA)

151 personnes formées

aux bonnes pratiques agricoles: 35 à Guervoum, 26 à Dong, 35 à Mbeinmbeing, 10 à Mekoissim, 30 à Mankim, 05 à Melinvi, 10 à Mbatoua

226 personnes dotées

en semences agricoles: 35 à Guervoum, 26 à Dong, 35 à Mbeinmbeing, 54 à Mekoissim, 50 à Mankim, 10 à Melinvi, 16 à Mbatoua

03 infrastructures construites

01 aire de séchage à Dong, 01 aire de séchage à Melinvi, 01 magasin de stockage à Mbatoua

35 personnes formées

à la surveillance de la forêt: 05 à Guervoum, 05 à Dong, 05 à Mbeinmbeing, 05 à Mekoissim, 05 à Mankim, 05 à Melinvi, 05 à Mbatoua

105 hectares de parcelle agricoles mis en valeur.

Par spéculations: 21 ha d'arachide, 16 ha de plantain, 33 ha de manioc et 35 ha de maïs.

Par villages: 20 ha à Guervoum, 14 ha à Dong, 18 ha à Mbeinmbeing, 25 ha à Mekoissim, 21 ha à Mankim, 02 ha à Melinvi, 5 ha à Mbatoua.

14 organisations communautaires de base accompagnées

02 à Guervoum, 02 à Dong, 02 à Mbeinmbeing, 03 à Mekoissim, 02 à Mankim, 01 à Melinvi, 02 à Mbatoua

Activités génératrices des revenus éco-compatibles

02 étangs piscicoles construits ; 01 à Guervoum, 01 à Mbatoua; 30 apiculteurs formés: 08 à Guervoum, 05 à Dong, 05 à Mbeinmbeing, 07 à Mekoissim, 05 à Manki

Les échos du PNDP • N° 022 • 4ème Trimestre 2018



DOSSIER



L'avis de l'expert

« Les résultats sont fortement encourageants en termes d'adaptation et d'atténuation et sont au-dessus des attentes du départ ».

> **Georges Nkami** Spécialiste Socio Environnemental PNDP

Dans quatre des cinq zones agro écologiques du Cameroun, les projets pilotes de Réduction des Émissions dues à la Déforestation et la Dégradation des forêts (Redd+) donnent les fruits de leur première année de mise en œuvre. Quel regard avez-vous desdits projets aujourd'hui par rapport aux objectifs de départ ?

Merci de me donner l'opportunité d'apprécier les efforts fournis par les communes et les groupements de communes, bénéficiaires des projets pilotes avec l'appui du PNDP dans le cadre de sa Composante Redd+ en cours de mise en œuvre depuis 2014.

Effectivement, sur financement du deuxième C2D, cette composante (Redd+) a permis le renforcement des capacités des acteurs impliqués dans cette problématique et de mettre en œuvre cinq projets pilotes Redd+ au profit des communes de Pitoa, Lagdo, et Yoko, et des groupements des communes Bangangté-Bana-Bangou (BBB) et Tiko-Limbé III.

Après un peu plus d'une année de mise en œuvre sur le terrain, les résultats sont fortement encourageants en termes d'adaptation et d'atténuation et sont au-dessus des attentes du départ. Au-delà du fort engouement enregistré au niveau des populations bénéficiaires, ces projets pilotes ont permis de: mobiliser 1300 personnes dont près de 400 de sexe féminin, soit

30% de femmes ; reboiser plus de 3000 hectares avec 450 000 plants forestiers; construire sept (07) forages à énergie solaire dans le Nord pour les besoins domestiques et d'arrosage des plants ; réaliser quinze (15) fumoirs améliorés au bénéfice des communautés, en formant 105 personnes à leur utilisation ; fabriquer et distribuer 1 500 foyers améliorés; élaborer des outils de planification et de gouvernance, notamment un plan d'utilisation et de gestion durable des terres dans la commune de Yoko, un plan d'aménagement de la réserve forestière de Bapouh-Bana ; mettre en valeur 150 ha de terre agricole y compris des champs fourragers ; renforcer les capacités de plus de 300 agriculteurs aux bonnes pratiques agricoles, etc.

Ces résultats participent de manière globale, à l'amélioration des conditions de vie des populations locales, faisant de ces projets pilotes, un puissant outil de développement des communautés à la base et des communes bénéficiaires, bien en marge des retombées potentielles et futures, liées au carbone.

Par ailleurs, cette opération a également contribué à l'élaboration de la stratégie nationale Redd+ validée en juin 2018.

Concernant l'implication des différentes parties prenantes, comment s'est faite celle des peuples autochtones?

L'implication des parties prenantes s'est faite à plusieurs niveaux c'està-dire aussi bien pendant les phases ...L'implication des parties prenantes s'est faite à plusieurs niveaux c'est à dire aussi bien pendant la phase des différentes études techniques que de mise en œuvre des projets pilotes Redd+.



des différentes études techniques que de mise en œuvre des projets pilotes Redd+. Ainsi pendant les études techniques, la collecte des données techniques et humaines sur le terrain s'est faite au moyen des enquêtes, des interviews, des focus group, des ateliers, dans le but de rechercher le consentement libre, informé et préalable des parties prenantes concernées.

Pour ce qui est de l'implication des peuples autochtones, notamment les Mbororos, ils ont été enrôlés dans la zone de mise en œuvre du projet pilote Redd+ du groupement de communes BBB, y compris dans la réserve Bapouh-Bana avec près de six campements. Ils pratiquent une agriculture de subsistance sur de très faibles superficies, et l'élevage est de type extensif avec un cheptel de plus de 1 729 têtes pour environ 31 éleveurs. Ils font paître leurs bêtes dans les vastes pâturages de versants escarpés de la chaîne de montagne qui passent par les villages Batchingou et Batcha, villages de la zone du projet. Ils ont été fortement impliqués pour l'identification de leurs besoins spécifiques, à travers une approche garantissant leur consentement libre, informé et préalable. C'est ainsi, qu'à leur demande, ils ont pu bénéficier de nombreuses actions spécifiques, notamment les formations visant à améliorer leur capacité d'organisation, de production agricole et animale, les points d'eau, la mise en place des champs fourragers, etc.

Environ 450 000 arbres plantés sur 3 000 ha dans les quatre zones où les projets pilotes ont été mis en œuvre ; de bonnes nouvelles ou alors vous aviez espéré meilleur rendement ?

Effectivement, c'est une très bonne nouvelle et on n'attendait pas mieux. Au vu de l'enveloppe budgétaire et du temps imparti, nous avons fait appel à une approche à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO), mobilisant de nombreux jeunes dans les localités concernées. L'essentiel de cette opération de reboisement s'est effectué dans les espaces sécurisés dans les communes de Pitoa et de Lagdo, avec un dispositif de suiviévaluation. Le principal défi reste la pérennisation de cet important acquis et je me réjouis de ce que les communes concernées ont pris des dispositions pour garantir la survie de ces arbres. Au-delà des provisions faites dans le budget communal pour les opérations de nouveau garnissage et d'entretien, ainsi que pour le fonctionnement des comités locaux mis en place à cet effet, ces communes sont également à la recherche des financements additionnels auprès des partenaires divers pour cette initiative salutaire qui mérite le soutien de tous.

Quel a été votre apport financier et celui vos différents partenaires au développement pour la mise en œuvre de ces projets ?

Ces projets pilotes Redd+ ont été financés par les fonds C2D, à environ 850 millions de FCFA, mis à la disposition du PNDP par l'Agence Française de Développement (AFD) et des contributions des communes à hauteur d'environ 50 millions de FCFA, pour la première année.

Mais je tiens, à relever que tous ces projets pilotes découlent des études de faisabilité technique qui ont chiffré à plus de 11 milliards FCFA, les besoins en financement, pour enrayer les dynamiques de déforestation et de dégradation des forêts dans les espaces sécurisés de ces cinq communes et groupements de communes, pour une période de 30 ans. Ceci montre à suffisance, que les besoins sont énormes et nécessitent l'implication et la mobilisation de tous, y compris du secteur privé

Le climat d'insécurité dans la région du Sud-Ouest a-t-il eu une incidence sur la mise en œuvre du projet pilote Redd+ du groupement des communes Tiko – Limbé III?

Le problème majeur dans cette zone, dans le cadre du projet pilote Redd+ est la protection de la mangrove qui subit une pression énorme parce que les populations riveraines sont dépendantes de cet écosystème forestier et particulier. Le climat d'insécurité dans cette zone n'a pas vraiment eu une incidence significative. Toutefois, depuis fin 2018, il a ralenti la mise en œuvre du projet, notamment la construction des abris autour des fumoirs améliorés. Globalement, les populations bénéficiaires ont manifesté un grand engouement à participer au Projet. Je profite de l'occasion pour remercier les Maires des communes de Tiko et de Limbé III qui se sont impliqués personnellement pour la réussite de ce projet.

Quelles sont les perspectives après cette première année de mise en œuvre ?

Ces projets pilotes ont permis non seulement de mettre en œuvre des options stratégiques, mais d'impulser la croissance verte, le développement territorial et la gestion optimale des ressources à l'échelle locale. Les enseignements tirés du développement et de la mise en œuvre des projets pilotes Redd+ confirment un engagement soutenu des communes à la problématique de changement climatique, dont les mesures d'atténuation et d'adaptation envisageables sont perçues comme une opportunité de développement local. Toutefois, cet engagement peut être fragilisé par l'insuffisance des ressources techniques et financières pour satisfaire et suivre les effets et conséquences de la déforestation et dégradation des forêts.

En tant que partenaire des communes dans les défis liés aux changements climatiques, et au regard de l'expérience acquise en la matière, le PNDP est engagé dans un processus de recherche de financements additionnels suite à la clôture des fonds C2D qui ont permis de financer la première année de mise en œuvre des projets pilotes Redd+ sus évoqués.

Ces projets pilotes ont d'ailleurs été inscrits dans les initiatives Programme d'Investissement Forestier (PIF), CAFI pour contribuer à la réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) au titre de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) du Cameroun, dans les efforts mondiaux de lutte contre les changements climatiques.

Enfin, il est prévu de démarrer dans les tout prochains jours, le projet pilote Redd+ de la commune de Meiganga, grâce à un financement du Programme Sectoriel Forêt Environnement (PSFE-C2D), permettant ainsi, de couvrir toutes les Cinq zones agroécologiques du Cameroun.

2018 affiche son bilan

Pour un programme en phase de consolidation, le PNDP tend à battre tous les records. Les statistiques qui suivent le montrent bien.

1598

Etudes de faisabilité

réalisées dans le cadre de la maturation des proiets, soit 132 financés sur fonds C2D2, 66 sur fonds C2D3. 1661 sur fonds IDA et 99 sur fonds FED

738

Cadres communaux

en poste en fin 2018, soit 302 CCD, 297 CCF et 139 CCC. A ce jour 415 cadres communaux sur 738 en post sont contractualisés par les communes. La dynamique devrait ainsi se pour suivre afin d'offrir des perspectives de carrières au cadres communaux dans le cadre de la fonction publique locale

1640

Enfants BBB

ont bénéficié d'un appui en fourniture et matériel scolaire

4932

Microprojets

réalisés en 2018 en tenant compte de tous les guichets spécifiques soit une augmentation de 657 microprojets

1587

Actes de naissance

ont été établis en faveur des Baka-Bakola-Badjang, principalement à travers le système d'enregistrement de naissance en place

e Programme National de Développement Participatif est à coup sûr l'un des ■instruments majeurs que le Cameroun ait intégré dans sa marche vers l'émergence. Son implication profonde dans les processus de décentralisation en cours en est un indicateur fort. A la lumière des statistiques relevées sur le terrain, le PNDP impose à tout observateur un temps d'arrêt. Pour 2017 et 2018, dans les différentes phases d'exécution des micro-projets, dans les processus d'élaboration ou d'actualisation des Plans communaux de développement (PCD), dans le déploiement pluriel de ses sous-programmes et autres

fonds délégués, il force l'admiration par sa capacité à s'investir dans une kyrielle de domaines d'activités, permettant simultanément à plusieurs jeunes de s'accomplir et sortir de la précarité, et au pays tout entier de changer de visage. La lecture de tableau ci-après révèle ainsi que sous la tutelle du PNDP, 1958 micro-projets ont été recensés avec respectivement 1661 sous la bannière IDA, 132 sous C2D II, 99 sous le FED et 66 sous C2D3.

Sur le plan des ressources humaines, 1153 cadres communaux ont été recrutés et sont à l'œuvre sur toute l'étendue du territoire national, portant efficacement les 4932

microprojets retenus et exécutés dans les phases I et II, pour un montant total de 60.539.372.226 FCFA pour l'exercice 2018 contre 4281 microprojets en 2017.

Le PNDP a donné la priorité à plusieurs domaines en tête desquels l'agropastoral. Viennent ensuite l'éducation, l'électrification, la santé ou encore les IDE. Avec son programme HIMO (Haute Intensité de Main d'œuvre), il a généré effectivement un total de 5296 emplois sur les plus de 7000 prévus pour un montant de main d'œuvre estimé à 1.559.385.436 Fcfa. ■

Hectares

reboisés Redd+ soit 450 000 plants forestiers replantés

3000

56,32%

Taux d'exécution

de microprojets en termes de décaissement en 2018

4903

Communes

Sim ba en 2018

disposent du Progiciel

Microprojets

réalisés depuis le début de la 3ème phase avec un accent sur le secteur de l'assainissement qui est le plus sollicité avec 2379 microprojets suivis de près par le secteur de l'éducation avec 1096 microprojets

5296 Jeunes

recrutés dans le cadre de l'opération à Haute Intensité de Main

d'Œuvre

360

Communes

formées à l'utilisation du progiciel d'aide au Développement participatif Pro-ADP qui offre la possibilité à chaque commune de disposer d'une base de données concernant tous les secteurs. C'est aussi un puissant outil d'aide à la décision

NOUVELLES DES RÉGIONS NOUVELLES DES RÉGIONS

Council staffs updated Output Output

They were trained on the follow-up and implementation of local solutions based on the Saemaul Undong approach.

five-day workshop grouping council staffs of the North West Region was held in Bambui from the 4th to 9th of November 2018 under the guidance of the National Coordination Unit of the National Community-Driven Development Programme (PNDP).

The general objective of the workshop was to reinforce the capacities of participants concerning the follow-up of the local or community solutions in the region based on the Korean experience. Some specific objectives of the five-day workshop included; communicating the can do spirit from Canaan Centre, enabling participants to understand the general context and challenges related to the implementation of local or community solutions, enabling participants to understand the various stages of follow-up of local solutions, enabling participants to understand and implement the key

principles of community animation and empowering participants to use the proposed tools and ensure the effective implementation of local solutions in communities.

In his opening speech at the workshop, the Regional Coordinator of PNDP for the North West, Bruno Daniel Nkanjo laid emphasis on the fact that the training modules were designed to transform the mindset of participants so that they can in turn implement what they have learned in their respective communities. He urged participants to adopt the 'Change Myself First' and 'I Can Do' policy. The regional delegate of MINEPAT for the North West on his part urged participants to be humble, be true ambassadors of development and to respect the hierarchy. The methodology adopted for the five day workshop included; PowerPoint presentations, word document brainstorming, presentations, video presentations, question/

answer handouts, sporting activities and field works.

The enriching five-day workshop saw participants receiving lessons on diverse capacity building and development oriented topics and modules. Some of them worth highlighting are, video on Korea yesterday and today, Korean history of development and new village movement, introducing the Canaan farmer's spirit, why do we need Canaan Movement to develop the community? Canaan strategies in transformation, mindset transformation and transformative leadership, development strategies in Philippines, video on Saemaul Undong in Tanzania, Developing an entrepreneurial mindset, effective communication, video on 'change is good, goals and action plans, financial literacy, video on Martin Luther King's Vision, monitoring and reporting on community activities amongst others. ■

> North West

PNDP introduces Sim_ba accounting software

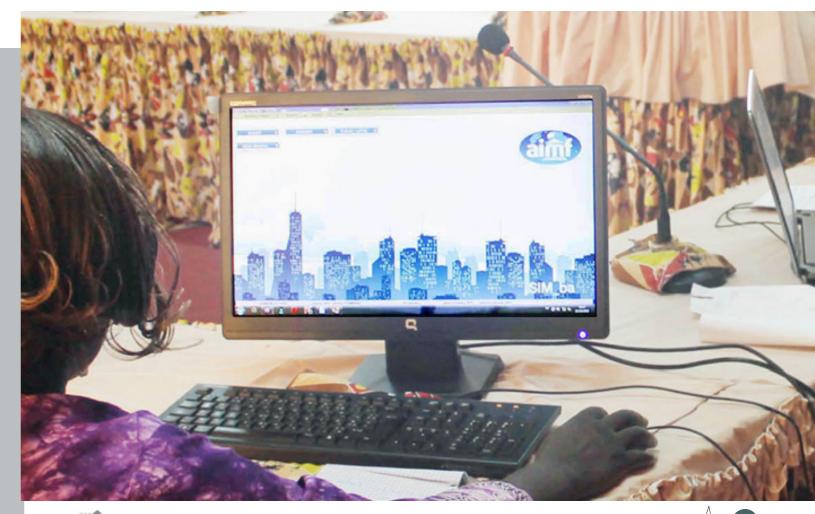
The English version of the accounting software is expected to serve all councils in the North West and South West.

fter realizing that Councils find it difficult to produce their end of year financial statements in time, talk less of meeting the expected standards, the National Community-Driven Development Program (PNDP) is bent on making accounting better in all the councils in the North West and South West Regions of Cameroon. Most Municipal Treasurers indicated that their accounting is simply manual making their work to be infested with errors. Though other Municipal Treasurers were using the French version of the accounting software called Sim ba it was difficult for those who do not master, the French language to work.

To create an enabling environment for Municipal Treasurers to do their work, PNDP organized a workshop in Limbe from October 17th to 18th, 2018 to present the English version of the Sim_ba accounting software. The head of the resource department in their expositions explained that the English version of Sim ba was made possible thanks to the International Association of Francophone Mayors in collaboration with PNDP. The workshop unfolded under the guidance of the Regional Coordinators of PNDP for the North West and South West Regions.

During the workshop, the lead facilitator, consultant from AIMF Etienne Namwo presented the

software, the various windows with users' code both for the Mayor and Municipal Treasurer respectively. This method permitted participants to hold discussions through the question and answer method. The Municipal Treasurer of Wabane Council, Acho Patience, suggested that the expert should check the software whenever there are issues and there should be a standby at the level of the region since it will be practically difficult to always track the expert from Yaounde. She requested that more training should be done to enlighten users on the English version given that the procedure is a bit different from the French version of Sim ba.■



4ème Trimestre 2018 • N° 022 • Les échos du PNDP

NOUVELLES DES RÉGIONS NOUVELLES DES RÉGIONS

> South West:

Sim_ba software ends manual accounting

Municipal treasurers now say with a click, a lot of operations are performed.



mass errors that accompanied manual accounting in Municipal Councils in the South West Region have been regulated following the introduction of Sim_ba Software. Sona Makia Simon, Municipal Treasurer of Nguti Council recalled that the manual system had a lot of problems. He added that accountants had to write everything on paper from conception to realization. « One had to use only his head and calculators manually. The errors were there at all levels. Production of periodic accounting statements were not completed without errors », he pointed out.

Following the introduction of the English version of the Sim ba

accounting software to Municipal Treasurers in the South West on October 18th, 2018, the era of errors is over. Reason why from December 3rd to 9th, 2018, PNDP assembled Municipal Treasurers, Secretaries General and Council Finance Officers in Limbe for a workshop to acquaint themselves with the English Version of the Sim_ ba accounting software.

Under the guidance of the PNDP South West Regional Accountant, Eyong Nathalie, the AIMF expert, Etienne Namwo, presented the software, its various windows, users' code both on the Mayor's side and the Municipal Treasurer. After the presentation, discussions were opened with questions and

answers for a better understanding. Observation, comments and recommendations were made. Acho Patience, Municipal Treasurer of Wabane Council said that the Sim_ba software has really improved the production of her accounts. She is corroborated by Sona Makia Simon, who affirmed that now all his financial statements are on Sim ba accounting software. «There is a tremendous change as with just one click I can be able to have all my operations realized. At all levels of the Regional Treasurer, Audit, Bench, etc, I deposit my account with ease thanks to the English version of the Sim ba software. I am extremely comfortable with it » he celebrated.■

> Batié

Un pont mixte voit le jour

Le PNDP a réalisé, en 2018, un pont de 7m dans cette commune de même que deux dalots pour désenclaver le bassin de production.



Avant, on avait beaucoup de difficultés à traverser le pont. Quand il pleuvait, on pouvait rester sur place plusieurs jours, parce qu'il n'y avait pas moyen de traverser, à cause des inondations. Depuis que le PNDP a construit ces ponts, nous sommes soulagés. Nous pouvons désormais transporter nos vivres des champs pour la ville». Pierre Boum, chef du quartier Ndjeukouo, par Batié, ne tarit pas d'éloges à l'endroit du Programme National de Développement Participatif. En effet, en décembre 2018, le PNDP a construit deux dalots de 1,5x1,5m chacun, sur deux cours d'eau à Nkomlom reliant Ndjeukouo à Bametcha dans la localité de Bahiala, commune de Batié. Cette réalisation fait la fierté des populations car, plus besoin désormais d'emprunter des pistes dangereuses lorsqu'il pleut pour sortir du quartier. Les motos qui éprouvaient aussi des difficultés en saison pluvieuse pour la traversée du pont de Nkomlom n'ont plus de problèmes.

transporter des marchandises dans des plantations. Ces réalisations ont coûté plus de 21 millions de FCFA. Concrètement, le pont sur l'avant dernier cours d'eau à Nkomlom a coûté 10,8 millions de FCFA. Cet argent est issu des 50 millions de FCFA glanés par la commune de Batié dans le cadre du Guichet Performance du PNDP. Un prix remporté en 2017 sur le plan national. Le pont sur le dernier cours d'eau à Nkomlom, lui, a coûté 10,3 millions de FCFA dont une contrepartie d'un million de FCFA apporté par la commune.

L'autre grande réalisation du PNDP en cofinancement avec la commune de Batié dans cet arrondissement, est la construction d'un pont mixte définitif de sept mètres sur la rivière Nkuh reliant les quartiers Bafamgoum I et Balagou II. Les travaux ont coûté plus de 38,5 millions (38 579 831) de FCFA dont 4,5 millions apportés par la commune. Le maire de Batié, Gustave Youdom a exprimé son vœu de voir le partenariat avec le PNDP se poursuivre pour le bonheur de ses populations. ■

> Fontsa-Toulah

De l'eau potable et des soins de qualité

Réceptionné et fonctionnel depuis le 29 octobre 2018, le Centre de santé intégré de Bandoum est un ouvrage entièrement construit et équipé par le PNDP.

andoum, le village de 2500 âmes, situé dans le groupement Fontsa-Toulah, arrondissement de Fokoué, département de la Menoua, est désormais doté d'un Centre de santé intégré (CSI). L'ouvrage est fonctionnel depuis le 29 octobre 2018, le jour où il a été réceptionné par le Programme National de . Développement Participatif. C'était en présence du représentant du délégué départemental des travaux publics de la Menoua, et du maire de Fokoué, Adrienne Demanou Tapamo. Le coût des travaux est estimé à plus de 60 millions de Fcfa dont 57,8 millions de Fcfa apportés par le PNDP. Pour assurer une meilleure autonomie de la structure, il a été aménagé un forage équipé d'une pompe électrique d'au moins 2m³/h et un château de 5,7 mètres en hauteur dont le réservoir à cubitainer est d'une capacité de 3 000 litres. Une borne fontaine avec extension et raccordement au CSI a été également installée. Pour cette partie, le PNDP a contribué à hauteur de 10,6 millions de Fcfa sur un montant global de 11,2 millions

Cette réalisation qui rapproche considérablement les populations des soins de santé de meilleure qualité, vient également permettre de résoudre l'épineux problème de l'accès à l'eau potable, contribuant à combattre les maladies hydriques qui faisaient des dégâts dans la ocalité. A cause du fort enclavement du village Bandoum, ses habitants devaient parcourir près de 30 km sur une route en mauvais état pour avoir accès aux soins de santé, d'où le taux de mortalité élevé. La toute nouvelle réalisation permet par ailleurs de soulager d'autres ocalités environnantes dans le domaine de la couverture santé, à l'instar de Ndoundé. 🔲

Les automobilistes, eux aussi, sont mieux servis. Pierre Boum pointe d'ailleurs du doigt un pick-up qui traverse devant le reporter pour

NOUVELLES DES RÉGIONS NOUVELLES DES RÉGIONS

> Electricité, TIC

Dembo est connecté!

Des kits informatiques et plaques solaires offerts par le PNDP redynamisent le travail administratif dans cette commune du Nord.

n'y a pas si longtemps encore, le travail administratif dans la commune de Dembo, région du Nord, passait obligatoirement par la case Garoua. Située à une soixantaine de kilomètres du chef-lieu de la région, cette unité administrative d'un peu plus de 20 000 habitants devait y convoyer l'essentiel de ses données et documents comptables au moment de préparer ses conseils municipaux, faute d'équipements informatiques et d'alimentation en énergie électrique sur place. C'est dire le bond qui a été opéré depuis décembre 2018, à la faveur des équipements acquis sur financement PNDP. Trois ordinateurs complets, dotés notamment des progiciels Pro-ADP pour le suivi des projets, et Simba pour l'informatisation budgétaire et comptable. Et pour permettre le bon fonctionnement de ces kits de matériel informatique, l'hôtel de ville a également reçu des plaques solaires pour son alimentation en énergie.

A en croire Yakoubou Ndai, le chef de service technique de la mairie, le travail communal a été nettement amélioré. « La gestion des documents est plus facile, et le suivi de nos projets sur le terrain aussi. Les tableaux comptables sont mieux renseignés et en plus, la commune fait des économies; puisqu'il fallait acheter du carburant pour alimenter un groupe électrogène, ce qui n'est plus nécessaire avec les plaques solaires », explique le cadre administratif. Le PNDP a par ailleurs formé les personnels à l'utilisation de ces différents progiciels, permettant dans le même temps une certaine stabilisation des agents communaux. Désormais, seule la pérennisation de ces appuis logistiques reste une préoccupation, notamment avec la prospection par la mairie d'entreprises pour la maintenance des plaques solaires. Le projet est inscrit au budget 2019.■

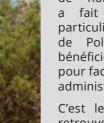


> Energie électrique

Les plans B du **PNDP font florès**

Des groupes électrogènes et des lampadaires soulagent désormais considérablement les populations, face au déficit criard de l'offre en énergie électrique.

lors que la commune de Poli attend toujours le parachèvement du bitumage partant de Pana jusqu'au centreville du chef-lieu du Faro, un autre marqueur fort de développement, lui, est déjà bien visible. Qu'il s'agisse de Tongo, Doupa, Bibemiré, Back Bonko, Laindé ou encore le lieu-dit « stade », une dizaine de quartiers de Poli bénéficient du programme d'électrification financé par le PNDP, et grâce auquel une trentaine de lampadaires illuminent désormais les artères de la commune. Il faut dire qu'avec le déploiement de la phase III du PNDP dans la région du Nord, la question de l'énergie électrique qui est un des problèmes majeurs dans





de nombreuses communes, a fait l'objet d'une attention particulière. Outre les lampadaires de Poli, d'autres localités ont bénéficié des groupes électrogènes, pour faciliter le fonctionnement des administrations communales.

C'est le cas de Baschéo, où on retrouve un hôtel de ville fonctionnel, avec l'alimentation de cing machines et des équipements informatiques financés en partie par le PNDP. Ainsi que l'indique le SG de la commune. la ville avait exprimé ce besoin pour pallier l'irrégularité de l'alimentation en énergie électrique de l'entreprise Eneo déficitaire malgré le passage d'une ligne monophasée, et après la panne de son propre groupe électrogène. Désormais, le travail administratif qui était délocalisé dans le télécentre communautaire ou carrément à Garoua pour des dossiers volumineux, peut se faire surplace. Un gain de temps et d'efficacité qui bénéficie autant à la conduite des projets qu'aux

> Ngaoundal

De l'eau potable pour tous

Grâce à une subvention du PNDP, la commune de Ngaoundal met en route un projet d'alimentation en eau potable pour des populations dont la demande se fait de plus en plus exigeante.



à près de 54 000 âmes, et dont les principales sources de revenus sont le résultat d'intenses activités agropastorales, la disponibilité de l'eau est une exigeance essentielle. En offrant à la commune de Ngaoundal, région de l'Adamaoua, un appui financier de 50 millions de FCFA, le PNDP contribue considérablement à accélérer les capacités de production et de développement des communautés locales et pour lesquelles l'accès à l'eau potable est un réel défi au quotidien. Une initiative rendue possible grâce au Guichet Performance mis en place par le PNDP. Le projet consiste à capter l'eau des nappes souterraines, sur les flancs du Mont Ngaoundal. Un dispositif entièrement alimenté par l'énergie renouvelable et notamment le solaire. Pour servir efficacement les populations, deux châteaux d'eau d'une capacité de 110m³/ jour et plus d'une cinquantaine de bornes-fontaines ont vu le jour. Ce financement vient en effet donner

our une population évaluée une nouvelle vie à un ancien projet de captage par gravitation et d'alimentation par un kit solaire mis en place par l'exécutif communal et qui, malheureusement, n'avait pas pu tenir dans la durée du fait de la précarité des installations et d'un système de sécurisation vie des communautés ciblées. ■

> Adamaoua

Une charte pour la gestion des ressources

Le PNDP et le PASGIRAP ont mis en place un outil de réduction de la pauvreté rurale et un instrument de gestion des conflits locaux.

'est un système de gestion concertée, inclusive, durable et économiquement efficace des ressources agro-pastorales que vient de mettre sur pied le Programme d'Appui à la sécurisation et à la gestion intégrée des Ressources Agropastorales (PASGIRAP). Une initiative qui est actuellement dans sa première composante axée sur l'appui aux instances de concertation spatiale. Il s'agit de l'élaboration des plans d'aménagement et d'amélioration des ressources, puis de la sécurisation foncière. Pour mener à bien ces activités, le PASGIRAP est accompagné par le PNDP qui a une expérience dans le domaine. « Le PNDP a une grande expérience avec les communes, raison pour laquelle nous avons jugé nécessaire de travailler avec lui », souligne Louis Blaise Tchatchouang, superviseur régional du PASGIRAP dans l'Adamaoua.

Cette activité expérimentale s'est déroulée dans quatre communes de la région de l'Adamaoua, à savoir Ngan-Ha, Meiganga, Martap et Ngaoundéré 2e. Une équipe est descendue dans ces communes respectives pour recenser les différentes problématiques et y apporter des solutions à travers une charte de gestion des ressources. Parmi les points majeurs explorés, l'on dénombre les conflits agropastoraux, la destruction des galeries forestières et la destruction de l'espace boisé. Pour que tout le monde s'imprègne de cette nouvelle charte, elle sera officiellement présentée dans les jours à venir aux Comités de concertation constitués d'autorités traditionnelles et administratives, d'agriculteurs et d'éleveurs. ■

et d'alimentation énergétique fragile. Reformulé en microprojet, il a été soumis au financement du PNDP grâce au prix remporté par l'exécutif communal au guichet performance 2017. C'est avec les 50 millions gagnés que les autorités communales ont déjà pu acquérir les panneaux solaires nécessaires, une bonne alimentation du système de captage et de distribution de la précieuse denrée. Environ 410 abonnés ont à ce jour été enregistrés. Cette réalisation permettra à l'exécutif communal de sécuriser l'accès à l'eau potable en priorité pour les besoins des ménages, et pour l'activité agropastorale, améliorant ainsi par la même occasion, les conditions de

4^{ème} Trimestre 2018 • N° 022 • Les échos du PNDP —— Les échos du PNDP • N° 022 • 4ème Trimestre 2018

NOUVELLES DES RÉGIONS NOUVELLES DES RÉGIONS

> Microproiets

Couvrir les besoins des populations

Santé, eau, assainissement, conservation des produits, espaces marchands étaient au programme pour six communes du Littoral.

dobian et Yingui dans le département du Nkam. Penja, Loum, Melong, et Dibombari dans le Moungo. Ce sont les six communes de la région du Littoral qui ont reçu des missions de la cellule régionale de coordination du PNDP, en octobre et en novembre 2018, dans le cadre du suivi des microprojets.

Du 16 au 17 et du 18 au 20 octobre, il s'est surtout agi de missions de soutien aux gestionnaires des communes : suivi des aspects socio-environnementaux à Penja ; assistance à la passation des marchés à Dibombari où la commune devait procéder à l'examen d'une demande de cotation du microprojet de construction d'un forage à l'école publique de Yato ; participation au Conseil municipal élargi aux sectoriels (COMES), pour la validation des études de faisabilité. Un accompagnement assuré dans les différentes municipalités par le



responsable des infrastructures du PNDP Littoral.

Du 30 octobre au 2 novembre, la mission comportait plusieurs étapes: le démarrage des microprojets dans les communes de Loum (achèvement des travaux de construction de vingt boutiques au marché du chef-lieu et électrification du village Mabombe et Ndobian (hydraulique), la réception technique à Yingui (travaux de construction d'un magasin de

stockage et d'un bloc de deux latrines) et la réception définitive à Dibombari (vérification de la correction par le maître d'œuvre des malfaçons signalées dans la construction de l'usine à glace). Quant à la réception définitive du microprojet de construction d'un Centre de santé intégré (CSI) à Mankwa dans la commune de Melong), elle a eu lieu lors d'une mission du 16 au 17 novembre 2018. ■

> Gestion des ouvrages

Une maintenance personnalisée pour les communes

La Cellule régionale de coordination du Littoral a répercuté les attentes nationales lors d'un atelier régional en novembre 2018 à Douala.

méliorer la durée de vie des ouvrages réalisés et faciliter une couverture spatiale. C'est une préoccupation de la Cellule régionale de coordination (CRC) du PNDP pour le Littoral. Pour résoudre cette question, l'organe, répercutant la démarche nationale, s'est donné pour mission de mettre à la disposition des communes de la région, une stratégie de maintenance des ouvrages en tenant compte de plusieurs éléments : type d'infrastructures, dynamisme communautaire, réalités culturelles, population et capacités financières des communes. Une offre personnalisée dont la CRC du Littoral a acquis la méthodologie en participant, du 10 au 13 octobre 2018 à Yaoundé, à l'atelier

national de restitution des résultats de l'étude sur les dispositifs d'entretien et de maintenance des ouvrages.

Des résultats que la CRC a restitués à son tour au niveau régional le 6 décembre 2018 à Douala, aux différents acteurs impliqués dans la gestion des collectivités territoriales décentralisées, notamment les maires de 23 communes du Littoral ou encore les administrations publiques. Les participants ont ainsi eu droit, entre autres, à un diagnostic contenant les données du terrain et de la recherche documentaire, ainsi qu'une analyse des réalités anthropologiques liées aux dynamiques communautaires de maintenance des ouvrages. Il était donc question, au terme de la rencontre, de donner la possibilité aux différents gestionnaires de communes, de choisir la stratégie d'entretien et de maintenance des ouvrages qui sied à leur territoire de compétence.

Une initiative de proximité qui devrait permettre d'améliorer les chiffres sur les infrastructures, notés lors de la 3e phase de mise en œuvre du PNDP dans les collectivités. Malgré les mesures mises en place pour assurer la pérennisation des ouvrages : création des comités de gestion dans les communes, formation des artisans réparateurs, introduction de la caisse à outils pour certaines infrastructures..., l'appropriation par les bénéficiaires demeure une préoccupation.

> Lindoï

Un magasin de stockage des vivres construit

Financée à hauteur de 19 562 050 FCFA, l'infrastructure met un terme aux difficultés liées à la conservation et au stockage des récoltes.



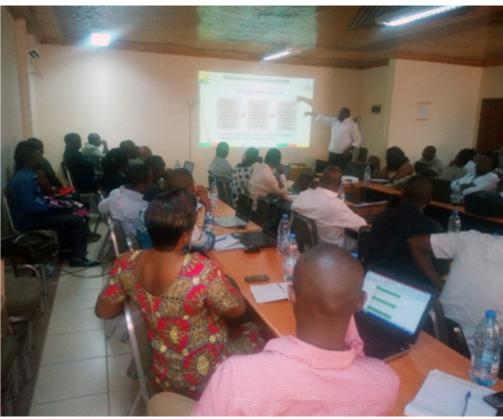
importance

magasin de stockage de vivres de 2000 m³ n'est plus à démontrer dans une localité à fort potentiel agricole. Le bâtiment flambant neuf destiné au stockage et à la conservation des vivres frais et secs arrive donc à point nommé à Lindoï, localité située dans la commune de Bondjock, département du Nyong-et-Kellé dans la région du Centre. La situation initiale était paradoxale : un village aux exploits agricoles avérés qui manquait d'espace d'approvisionnement période de basse production. Les producteurs d'huile de palme, de macabo, de maïs, de cacao, ou encore de plantain, peuvent désormais stocker leurs récoltes en toute sécurité et dans des conditions d'hygiène, avant leur transport pour les marchés voisins. Le problème du manque de lieu de stockage et de conservation des produits agricoles trouve ainsi une solution grâce aux efforts concertés du PNDP et de la commune de Bondjock. Equipé d'un bloc de deux latrines, cet édifice vient compléter la liste déjà longue des ouvrages réalisés grâce au concours du PNDP à Bondjock. ■

> PIA-Budget programme-PCD

Les acteurs du développement local à l'école de la planification budgétaire

Secrétaires généraux, cadres de développement communaux et chefs de service chargés du développement local ont participé à l'atelier de formation du personnel communal sur l'élaboration du Plan d'investissement Annuel (PIA), du Budget-programme (BP) et sur l'actualisation du Plan communal de Développement (PCD) à Nkolafamba du 18 au 27 Novembre 2018.



ermettre aux communes de la région du Centre de mieux préparer leur budget dans un contexte d'implémentation du BP. Tel est l'objectif poursuivi par l'atelier organisé par la cellule régionale du PNDP du Centre à Nkolafamba à l'attention des 66 secrétaires généraux, 67 cadres chargés du développement local et 10 chefs de service chargés du développement local des préfectures. A travers travaux exposés et travaux d'équipes, ces acteurs intervenant dans le processus de planification budgétaire au niveau communal, se sont approprié les outils leur

permettant de mettre à jour le Cadre de Dépenses à Moyen terme (CDMT), en valorisant le diagnostic de base et les projets prioritaires des villages. Assimilation qui passe par la maîtrise de la méthodologie de préparation des nouveaux PIA et Plan de passation des marchés, en tenant compte de l'évaluation des précédents, du CDMT, du BP, des projets prioritaires des villages et du diagnostic de base dans une démarche impliquant les populations bénéficiaires. Toutes choses qui permettront aux communes d'actualiser leurs PCD en s'arrimant aux exigences du

Les échos du PNDP • N° 022 • 4ème Trimestre 2018

4ème Trimestre 2018 • N° 022 • Les échos du PNDP —

NOUVELLES

> Guichet performance du PNDP

Les lauréats présentent leur récompense au gouverneur

Il s'agit des communes d'Angossas, Bertoua 1^{er} et Somalomo, toutes lauréates du concours pour le compte de l'année 2018 dans la région de l'Est.

ans la région de l'Est, les communes primées à l'édition 2018 du Guichet performance du PNDP sont par ordre de mérite, les suivantes : Angossas, avec 83 points sur 100 (4^{ème} à l'échelle nationale), Bertoua 1er avec 80 points sur 100 (9ème au niveau national) et Somalomo avec 60 points sur 100. Les deux premiers lauréats ont recu une enveloppe de 50 millions de FCFA chacun et le 3^{ème}, la somme de 25 millions de FCFA, comme prime de la meilleure progressivité. Ces fonds sont destinés à la réalisation de microprojets de développement local. Selon la cellule régionale du PNDP-Est, les projets validés obéissent aux critères de fiabilité et d'objectivité ayant un impact avéré dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des populations à la base.

Pour Anne Marie Tsitsol, maire de la commune d'Angossas dans le département du Haut-Nyong, c'est le fruit d'un travail collectif en lien étroit avec les objectifs fixés au départ. « Nous avons placé notre mandat sous le signe de l'amélioration de la qualité du service, avec des résultats orientés vers l'amélioration de l'image de la gestion communale. Et le présent résultat est le reflet du travail abattu par l'ensemble des collaborateurs. Je remercie le PNDP pour cette récompense », a déclaré le maire.

Quant à Olivier D'Ipack Bembell Cromwell, maire de la commune de Bertoua, 1er dans le département du Lom et Djerem, c'est une belle opportunité pour les collectivités décentralisées, « Seul le travail est notre satisfaction. Nous aurions pu faire mieux si nous avions été au même pied d'égalité que les autres communes qui ont les Plans communaux de développement. Qu'à cela ne tienne, nous sommes satisfaits de ce résultat ».

Félix Ndjankoum, maire de la commune de Somalomo dans le

département du Haut-Nyong qui a arraché haut la main le prix de la meilleure progressivité sur le plan régional et national, a laissé entendre que « Grâce au PNDP, nous avons acquis des outils utiles à cette distinction. Je voudrais croire que lors des prochaines éditions, nous allons faire mieux ».

D'où la satisfaction du gouverneur de la région de l'Est qui a exhorté les autres communes à s'approprier les offres du PNDP. De l'avis de Grégoire Mvongo, « le PNDP, à travers le Guichet Performance, est une opportunité à saisir dans le cadre des pratiques de bonnes gouvernances communales». En rappel, la région de l'Est est classée 5^{ème} à l'échelle nationale pour la meilleure progressivité en 2018. Le gouverneur a ainsi invité les 33 maires de sa circonscription administrative à préserver les acquis, à défaut d'améliorer ce classement en 2019. ■

> Chantier routier Maroua-Dabanga-Mora-Kousseri

Les mairies doivent capitaliser les retombées

C'était l'objectif visé par l'équipe du PNDP qui a sillonné, du 16 au 19 septembre 2018, les communes situées sur cet axe routier.

ans le cadre du chantier reconstruction de route Maroua-Mora-Dabanga-Kousseri sur la Nationale N°1, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) voudrait que les communes traversées par ce chantier capitalisent au maximum les avantages liés à cet ouvrage. C'est dans cette perspective qu'il a été décidé de voir, en partenariat avec le Génie militaire et le Groupement ETEP-SOTCOCOG, qui réalisent les travaux depuis quelques mois, de quelle manière les communes qui sont bénéficiaires de micro-projets dans et en marge de la réfection de cette route, pourraient en profiter. Ainsi, il était impératif de rencontrer les collectivités concernées, afin de s'assurer de la pertinence des projets identifiés en attente d'exécution, de profiter des dispositions de sécurité mises en

place par le Génie militaire en vue de la poursuite éventuelle des activités de planification dans cette zone. C'est dans ce cadre qu'une équipe du PNDP a effectué une descente sur le terrain du 16 au 19 septembre 2019.

Pour Isaac Ekeme, responsable national formation au PNDP et chef de cette mission, l'objectif principal visé était la confirmation des projets communaux à réaliser dans le cadre de la régie axée sur les résultats (R.A.R) sur les tronçons Mora - Dabanga -Kousseri et la possibilité de profiter du DSAT (Dispositif de Sécurité d'Appui aux Travaux), pour poursuivre les planifications participatives dans cette zone et notamment dans les communes de Tokombéré et Mora dans le département du Mayo-Sava; Waza, Logone-Birni, Makary et Kousseri dans le département du Logone et Chari. Durant cinq jours, l'équipe a rencontré, non seulement

les exécutifs municipaux, mais aussi tous les acteurs impliqués dans ce chantier en l'occurrence le Génie militaire, le Groupement ETEP-SOTCOCOG, les sectoriels et les ONG.

Au terme de la mission, de manière globale, il se dégage que cette descente était nécessaire dans la mesure où elle a permis d'apporter des corrections au Document-projet et faciliter l'écoute des réactions des exécutifs et autres acteurs sur le site. Bien plus, cette mission a permis de se rendre compte qu'il était impératif d'actualiser les Plans communaux de développement de toutes les localités situées le long du corridor Mora-Kousseri, du fait de la vétusté des informations qu'ils contiennent, et qui, du fait de l'insécurité qu'a connu cette partie de l'Extrême-Nord, semblaient s'être figés dans le temps. ■





Avec le guichet performance, Le PNDP récompense les communes les mieux gérées du Cameroun



- Les communes en compétition par catégorie et par région
- Des critères basés sur la gestion budgétaire, la gouvernance, la transparence, les solutions endogènes et l'appropriation des outils et démarches du PNDP
- Un jury indépendant aux niveaux régional et national
- La remise des prix lors d'une cérémonie nationale.







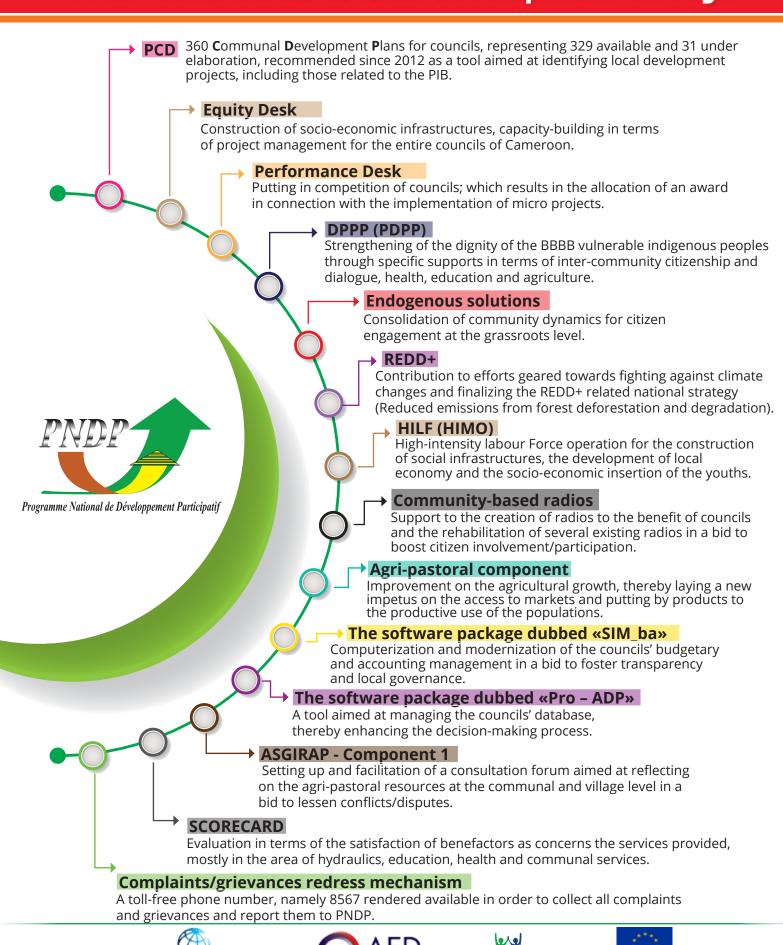








« PNDP contributes to local development through »



WORLD BANK GROUP